

République de Guinée
Ministère de l'agriculture et de l'élevage

Projet d'appui au développement agricole en Guinée forestière

Synthèse de l'étude de faisabilité



IRAM

Juin 2002
Cirad-Tera n° 18/02

République de Guinée
Ministère de l'agriculture et de l'élevage

Projet d'appui au développement agricole en Guinée forestière

Synthèse de l'étude de faisabilité

P.-M. Bosc et Ph.Deygout

Juin 2002
Cirad-Tera n° 18/02

Avertissement

Ce document a été préparé sur la base de l'étude de faisabilité "Projet d'appui au développement agricole en Guinée forestière" Cirad-Iram de juin 2001.

Il en reprend les principales propositions en laissant le lecteur intéressé se référer au dossier complet mentionné ci-avant si nécessaire.

Ce document présente également les observations du Ministère de l'agriculture et de l'élevage ainsi que la réponse du consultant.

Sommaire

PROPOSITIONS POUR UN PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN GUINEE FORESTIERE	7
OBSERVATIONS DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE SUR L'ETUDE DE FAISABILITE DU PDAGF	71
NOTE COMPLEMENTAIRE AU RAPPORT DE JUIN 2001 IRAM – CIRAD	77

Propositions
pour un projet d'appui
au développement agricole
en Guinée forestière

Sommaire des propositions

RESUME	11
SYNTHESE	13
I. Présentation du document.....	13
II. Justification de l'intervention et des choix effectués	13
III. Description de l'intervention.....	15
III.1. Principes généraux	15
III.2. Présentation synthétique des composantes de l'intervention	16
III.3. Un dispositif intégré aux structures existantes et favorisant la coordination.....	18
III.4. Calendrier général de mise en place des actions.....	19
III.5. Cadre logique.....	20
II. Résultats attendus et activités proposées	23
II.1. Les actions visant à la mise en place du dispositif Pda-Gf	23
II.2. Les actions identifiées	23
II.3. Identification d'actions à mettre en œuvre dès le démarrage du projet.....	25
III. Schéma institutionnel de l'intervention	30
III.1. L'identification et la construction de la demande.....	30
III.2. L'instruction de la demande	31
III.3. L'examen de la demande.....	31
III.4. L'ordonnancement	32
III.5. Le décaissement	33
IV. Données quantitatives et budgétaires	35
V. Procédures et échéanciers de mise en place	36
VI. Les effets attendus et risques	37
VI.1. Les effets attendus du dispositif Pda-Gf	37
VI.2. Les risques du dispositif Pda-Gf	37
VII. Evaluation environnementale	38
VIII. Prise en compte de la problématique « genre »	39
IX. Observatoire du développement des dynamiques agricoles et rurales	39
IX.1. Finalité, buts et principes de base pour l'établissement d'un observatoire des dynamiques rurales	40
IX.2. Les types de fonctions et d'activités envisageables	42
LES OPERATIONS IDENTIFIEES	45
Opération 1. Renforcement des organisations féminines	46
Opération 2. Construction des actions par les organisations féminines.....	46
Opération 3. Renforcement de la structuration des organisations de type filière.....	47
Opération 4. Renforcement des capacités des techniciens, chercheurs et responsables d'organisations paysannes en matière de méthodes d'approche de l'exploitation agricole	48
Opération 5. Caractérisation du verger caféier, cacaoyer et kolatier en terme de production et de qualité des produits	48
Opération 6. Caractérisation des exploitations agricoles et des types de caféiculture pratiquées en terme de production et de qualité des produits	49

Opération 7. Dispositif d'élaboration de références technico-économiques en conditions paysannes sur les systèmes d'exploitation agricole correspondant à la diversité des conditions locales.....	49
Opération 8. Elaboration de références technico-économiques pour la maîtrise des qualités des cafés..	52
Opération 9. Mise au point de matériels adaptés pour l'amélioration des opérations de transformation des noix de palme	52
Opération 10. Amélioration de la productivité des différents types de caféière	53
Opération 11. Amélioration des qualités des cafés de Guinée.....	53
Opération 12. Amélioration de la conservation des noix de kola	54
Opération 13. Opération d'amélioration de la productivité des systèmes de culture vivriers.....	55
Opération 14. Renforcement des capacités délocalisées de multiplication et de diffusion de matériel végétal sélectionné et diversifié en cultures pérennes	55
Opération 15. Renforcement des capacités de multiplication et de diffusion de matériel végétal de cultures vivrières par les réseaux de paysans multiplicateurs	56
Opération 16. Renforcement des capacités des acteurs économiques amont et aval pour favoriser l'innovation technique.....	57
Opération 17. Diffusion de matériels adaptés pour l'amélioration de la transformation des noix de palme	58
BUDGETS DU PDAGF	59
I. Budget du Pdagf	57
III. Budget fourni par le Caopa Guinée forestière.....	64
III. Budget fourni par la chambre régionale d'agriculture de Guinée forestière et nouvelles filières.....	66

RESUME

Cette synthèse reproduit un extrait du dossier de faisabilité d'un projet d'appui au développement agricole en Guinée forestière. Ce dossier propose une forme d'intervention en rupture avec les « projets classiques » dont les limites ont été cernées par de multiples travaux : approches sectorielles et « descendantes », modèle technique intensif adapté à une catégorie minoritaire d'exploitants modernistes et peu susceptibles de diffusion au-delà de ce public, manque de coordination entre des intervenants ayant pourtant le même public potentiel : les agriculteurs familiaux de la Guinée forestière. La démarche adoptée a permis d'amorcer un processus de concertation qui s'est déroulé avec les producteurs et leurs responsables entre juin 2000 et janvier 2001, date de la seconde phase de la mission. L'étude propose la mise en place d'un processus permettant l'appropriation de la définition, de la mise en œuvre et du suivi des actions de développement par les organisations professionnelles agricoles tout en permettant le renforcement de leurs capacités. Ce dispositif ne comprend pas de structure « projet » au sens classique du terme, mais a pris comme option de renforcer les structures existantes et de s'appuyer sur les prestataires présents en région forestière à travers le développement de la contractualisation. Le processus en phase de croisière devra permettre aux producteurs organisés de construire leur propre demande en confrontant leurs perceptions à celles d'experts extérieurs, de concevoir avec des spécialistes les modalités de leur mise en œuvre et enfin de procéder aux réajustements nécessaires. Des propositions précises résultant du diagnostic concerté pourront être mise en œuvre dès la mise en place des financements car les opérations identifiées prolongent et renforcent des dynamiques de développement repérées sur le terrain et correspondant à des enjeux économiques significatifs pour la région. Les rubriques « Développement agricole » et « Equipement et aménagement » totalisent plus de la moitié du budget de l'intervention Pda-Gf (hors observatoire). Pour fonctionner, ce dispositif requiert des apports significatifs en termes conceptuels ce qui se traduit par les rubriques « Recherche-développement » et « Renforcement de la Cra-Gf » correspondant au montage et au fonctionnement du service instructeur. Ces deux postes représentent chacun environ 15 % du total de l'intervention (hors observatoire). Enfin, des propositions sont faites pour définir les orientations et les modalités de mise en place d'un observatoire du développement rural dont les contours devront cependant être précisés par des travaux préparatoires spécifiques. Ce document présente également les observations du Mae sur l'ensemble de l'étude de faisabilité ainsi que la réponse du consultant.

SYNTHESE

I. Présentation du document

Ce document se présente comme suit :

- la synthèse ;
- les opérations identifiées ;
- le budget.

Les dossiers thématiques et les annexes peuvent être consultés dans le document de juin 2001 (pages 67 à 320).

Nous reprenons ici pour mémoire la liste des dossiers thématiques :

- 1 – Termes de référence
- 2 – Méthodologie et déroulement de l'étude
- 3 – Contexte macroéconomique, politique agricole et expériences passées
- 4 – Dynamiques agricoles, zonage et caractéristiques des exploitations
- 5 – Principales filières agricoles
- 6 – Organisations professionnelles agricoles
- 7 – Services d'appui au développement agricole
- 8 – Financement et crédit agricole
- 9 – Notes de cadrage de la mission et observations sur les documents produits par le consultant
- 10 – Bibliographie

Ce document de faisabilité est complété par un volume d'annexes (7 annexes au-delà de la page 320) qui sont constituées de documents complémentaires que la mission a jugé utile de joindre à l'étude afin d'en faciliter l'instruction.

II. Justification de l'intervention et des choix effectués

II.1. L'analyse de la situation

L'analyse de la situation a montré en particulier (pour plus de détails on se réfèrera au dossier thématique : Dynamiques agricoles, zonage et caractéristiques des exploitations agricoles :

- une grande diversité des situations agricoles et une agriculture peu spécialisée, reposant sur des combinaisons multiples de cultures annuelles et pérennes avec des niveaux très variés d'intensification ; une variabilité selon les zones en fonction de facteurs démographiques, culturels, naturels, et du niveau d'équipement en infrastructures routières et commerciales ;
- des contraintes de durabilité de l'exploitation, en particulier en matière de gestion de la fertilité des bas-fonds et des coteaux en zones densément peuplées, de valorisation des produits (vente à des conditions défavorables) et une faible productivité des activités de transformation ;
- l'absence d'organisation de certains producteurs(trices), l'absence de prise en compte du caractère pluriactif des exploitants familiaux, et une faiblesse des organisations professionnelles existantes dans la maîtrise technique et technico-économique de leurs interventions.

II.2. Résultats des précédents projets et les observations réalisées

Les résultats des précédents projets mis en œuvre dans la zone et les observations réalisées lors de la première phase de l'étude en juin 2000 ont notamment montré :

- une adoption quantitativement limitée et des problèmes d'adaptation des propositions à caractère général et indifférencié qui visent un changement technologique rapide (nouvelle caféière intensive, aménagement pour une spécialisation rizicole des bas-fonds...) ;
- la qualité des ressources humaines des organisations paysannes comme la Fnpcg, ainsi que de la Cra-Gf, même si cette dernière n'a pu encore jouer pleinement son rôle faute de moyens adéquats ;
- la capacité d'analyse critique de la Fnpcg, son souci de repositionnement en appui à l'ensemble de la caféiculture par une diversification des modèles techniques proposés, son ouverture aux autres composantes des systèmes de production incluant le café ;
- le caractère prometteur des interventions en appui aux activités en amont et aval de la production proprement dite (développement des décortiqueuses, dynamiques de la filière huile de palme...) ;
- la possibilité d'extension des surfaces et d'intensification agricole dans les zones récemment désenclavées.

II.3. Les choix effectués

Les choix suivants ont donc été effectués pour concevoir la nouvelle intervention.

- Raisonner l'amélioration des systèmes de production, de transformation et de commercialisation sur une base locale par la recherche de solutions technico-économiques adaptées aux spécificités de la zone et à la pluriactivité des producteurs (qui se traduit par leur faible spécialisation, la complexité des calendriers des travaux, la valorisation combinée des opportunités économiques et la minimisation des risques).
- Privilégier la recherche de solutions techniques qui renforcent d'une part la viabilité à long terme des écosystèmes cultivés par une protection accrue des ressources permettant un accroissement des productions et qui consolident la diversité des espèces cultivées et exploitées qui représentent une sécurité alimentaire et économique certaine pour les familles rurales.
- Fonder les actions d'appui au développement sur une demande construite et explicitée par les producteurs et leurs groupements avec les techniciens, ce qui devrait garantir une meilleure maîtrise de la faisabilité, un impact plus large des actions et un accroissement de la fourniture de services aux groupes marginalisés. Cette approche se différencie d'une simple réponse à des demandes de développement car cette demande est étudiée et instruite avec les acteurs eux-mêmes en mobilisant l'expertise externe nécessaire.
- Assurer la maîtrise par les organisations professionnelles de la mise en œuvre des appuis et services et de la mobilisation des partenaires publics et privés dans la recherche permanente de la pérennisation des processus, et du renforcement des arbitrages favorables aux producteurs.
- Rechercher au cours du projet les modalités et moyens d'une prise en charge par les activités productives d'une partie des coûts des structures professionnelles. Cela semble notamment possible à brève échéance pour la filière café et la Fnpcg du fait de l'existence d'une taxe — dite taxe Oic — prélevée sur les exportations de café et qui pourrait sous certaines conditions à définir contribuer à la prise en charge des coûts de fonctionnement de la fédération. Plus largement, il semble envisageable de financer une partie au moins du

fonctionnement des organisations de type « filière » sur la base de taxes sur certains des produits de Guinée forestière dont les modalités de prélèvement et d'affectation devraient pouvoir être définies.

- Eviter les distorsions de l'environnement économique par des actions de crédit subventionnées qui nuisent à terme à la dynamique d'institutionnalisation et de pérennisation d'un dispositif décentralisé de crédit rural. Seules des opérations productives comportant un aspect expérimental — c'est-à-dire dont la rentabilité économique est incertaine (des études devront être menées pour analyser cette rentabilité) — pourront donner lieu à une mobilisation de fonds spécifiques, destinés à permettre aux institutions de crédit existantes de les financer à crédit en couvrant leur prise de risque.
- Développer des approches spécifiques concernant le développement des activités maîtrisées par les femmes et de leurs organisations, sans exclure le renforcement de la place des femmes dans les organisations non spécifiquement féminines. Ce souci se justifie par le rôle essentiel des femmes dans les activités génératrices de ressources et dans la sécurité alimentaire des familles rurales.

III. Description de l'intervention

III.1. Principes généraux

III.1.1. Complémentarité entre capital productif et capital social

Un des fondements de l'intervention est la complémentarité nécessaire entre capital productif et capital social. L'expérience a montré que la capacité d'absorption et d'appropriation à long terme des investissements dépend très directement des capacités développées localement en termes d'organisation et de structuration du milieu. La richesse organisationnelle et la densité institutionnelle sont des facteurs déterminants du développement et de l'efficacité des investissements productifs.

III.1.2. Renforcement des capacités des acteurs et développement d'activités productives

Le choix est donc fait de lier ces formes d'investissement : le renforcement des capacités des acteurs sera mis en relation avec le développement d'activités productives et, inversement, les investissements productifs accompagneront le développement de formes d'organisation adaptées. Cela ne signifie pas que tous les investissements devront être gérés directement par les organisations de producteurs, mais que les modes d'organisation les plus pertinents (en termes de sécurité, d'appropriation et de pérennisation des investissements) seront recherchés, et leur mise en œuvre effectuée dans le cadre de relations contractuelles, établies entre acteurs responsables.

III.1.3. Synergie entre productivité et durabilité des systèmes de mise en valeur

Un autre fondement de l'intervention est qu'on ne peut pas agir de façon séparée sur les aspects de productivité et de durabilité des systèmes de mise en valeur. Un développement agricole durable et équitable ne peut être obtenu que par la mise au point et la négociation avec les agriculteurs de pratiques qui répondent à la volonté « extérieure » de pérennisation des systèmes de production, tiennent compte de la diversité des situations, respectent les

modes de gestion des ressources élaborés par les sociétés locales, et renforcent les stratégies des producteurs minimisant les risques économiques et écologiques.

III.1.4. L'exploitation agricole : un tout cohérent

L'exploitation agricole sera considérée comme un tout cohérent, et non comme une juxtaposition de productions indépendantes. La mise au point et la diffusion d'innovations sectorielles seront effectuées sur la base des systèmes de production, en mobilisant l'expertise nécessaire pour en expliciter et faire prévaloir les aspects de durabilité. Toute évolution des itinéraires techniques, que ce soit dans le domaine de la production ou de la transformation, sera appréhendée dans ses interactions au niveau des calendriers des travaux, des flux monétaires et des disponibilités alimentaires sur l'exploitation, et au niveau de la gestion locale sur le moyen et long terme des ressources en eau, des sols et de la végétation.

III.1.5. Un accompagnement technique professionnel, diversifié et systémique

L'adaptation des exploitations familiales, les changements impliqués pour tirer parti des opportunités économiques et répondre aux exigences de préservation du potentiel agro-écologique, impliquent de pouvoir accéder à un accompagnement technique professionnel, diversifié et systémique. Les options technologiques et les choix de productions doivent être préparés par des processus de mise au point concertée des innovations permettant leur évaluation technique et financière (tant du point de vue de l'exploitant que de celui de la collectivité) et la prise en compte simultanée des implications de ces évolutions pour la gestion des ressources naturelles à long terme.

III.2. Présentation synthétique des composantes de l'intervention

L'intervention proposée vise l'émergence et la mise en œuvre de réponses adaptées et durables aux contraintes diversifiées qui limitent les revenus des exploitations familiales de la Guinée forestière. Elle combine renforcement de la capacité de maîtrise d'ouvrage des organisations professionnelles agricoles et obtention progressive de résultats concrets en matière de productivité et durabilité des systèmes de production. L'intervention proposée se structure autour de trois composantes.

III.2.1. Composante 1 : fonds d'appui au développement

Sur la base des principes énoncés ci-dessus, le corps de l'intervention consiste à instruire et mettre en œuvre sur une base concertée au niveau local et régional des opérations de soutien technique et financier aux exploitants agricoles et à leurs organisations, aux acteurs ruraux et à leurs différents partenaires. Le financement des activités et des services d'appui proposés sera effectué au moyen de fonds spécifiques selon la nature des prestations à engager :

- formation - animation - expertise ponctuelle ;
- études et préparation de projets ;
- recherche-développement ;
- développement agricole : production, transformation et commercialisation ;
- équipements et aménagements.

Ces fonds seront appelés à être pérennisés, avec abondement par des ressources fiscales, para-fiscales et différents bailleurs. Les différentes opérations d'appui au développement agricole régional en cours ou prévues par ailleurs, en particulier celles sur financement de l'aide française (riziculture irriguée, pisciculture, élevage porcin), devraient pouvoir être replacées rapidement dans le cadre de ce dispositif intégré (comité d'examen régional et fonds spécifiques).

III.2.2. Composante 2 : dispositif Pdagf et renforcement des acteurs

Cette composante a pour objet le renforcement des organisations professionnelles et des structures d'appui pour une construction locale et une mise en œuvre contractualisée des activités d'appui technique, organisationnel et financier aux activités productives, transformatrices et commerciales des familles rurales.

L'intervention privilégiera la mise en place de processus réalistes, prenant appui sur des dynamiques existantes entre acteurs pérennes que l'on cherchera à renforcer afin de garantir la durabilité des actions entreprises. Cette composante « dispositif et renforcement des acteurs » correspond au souci du Mae et du bailleur de fonds de rechercher de nouvelles modalités d'intervention faisant largement appel aux professionnels agricoles, depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation des actions de développement agricole.

L'enjeu est de réussir à doter producteurs et techniciens des outils d'analyse nécessaires à la compréhension des systèmes de production mis en œuvre par les exploitants et à l'appréciation des changements techniques et organisationnels proposés.

III.2.3. Composante 3 : observatoire régional du développement rural

Cette troisième composante, complémentaire des deux précédentes, a pour objet la mise en place d'un observatoire régional du développement agricole destiné à rassembler, restituer, produire et diffuser les informations nécessaires à l'ensemble des acteurs du développement rural de la région. Cette composante, rendue nécessaire par la faiblesse et par la dispersion actuelles des références et des efforts de capitalisation, est conçue comme une opération spécifique afin de permettre l'émergence d'une fonction opérationnelle et dégagée des enjeux institutionnels propres à chaque intervenant.

Il s'agit de rendre les informations existantes disponibles et utilisables, de les compléter et d'en améliorer la qualité, en vue de décloisonner les interventions et d'associer l'ensemble des acteurs à la mise en œuvre d'une véritable politique agricole régionale.

III.2.4. Deux axes de financement

Mis à part la composante « observatoire », le Pda-Gf comporte donc deux axes de financement destinés pour l'un aux actions permettant de produire et mettre en œuvre les innovations nécessaires à l'amélioration de la productivité et de la durabilité des systèmes de production : pour l'autre à renforcer les capacités des acteurs et à consolider les mécanismes de leur participation au développement.

Le premier axe sert au montage et au financement proprement dit des actions de différentes natures touchant la production, portées par les acteurs au niveau du comité régional d'examen chargé de l'affectation des différents fonds.

Des opérations précises sont déjà définies et, en complément de celles-ci, une enveloppe indicative est réservée sur chaque ligne pour les dossiers qui seront identifiés et instruits en cours d'intervention. Une certaine souplesse devra prévaloir afin que la répartition du fonds d'appui au développement entre les différentes rubriques (formation, études, recherche-développement, développement, équipement) ne soit pas figée, et puisse en particulier être adaptée aux thèmes d'intervention qui émergeront et aux opportunités qui seraient offertes d'accéder à d'autres financements que celui engagé avec le soutien de l'Afd.

Le deuxième axe regroupe la mise en place et le fonctionnement du dispositif « Pda-Gf », le renforcement de base des organisations paysannes opérant à l'échelle régionale (Fnpcg et Cra-Gf), et un complément de moyens à la structure d'appui que constitue le Caopa.

Le dispositif « Pda-Gf » assure le déroulement des étapes suivantes : initiation, construction de la demande, instruction des dossiers d'opération, décision paritaire, ordonnancement, décaissement, suivi et évaluation. Les organisations professionnelles sont dotées de moyens de base (afin de leur permettre de jouer leur rôle d'information, animation, construction de la demande) ; un financement complémentaire (en sus des fonds mobilisés dans le cadre du Promopa) est mis à disposition du Caopa pour qu'il remplisse ces fonctions au profit des groupements en cours de formation ou structurés en dehors de la Fnpcg. Dans les deux cas, la construction de la demande est assurée avec l'appui méthodologique du service instructeur.

Ce dernier, logé à la chambre régionale d'agriculture, est confié pendant la première phase du Pda-Gf (3 ans) à un opérateur (ou groupement d'opérateurs) spécialisé. Un financement est, par ailleurs, alloué pour renforcer le rôle de l'Etat (Mae) dans la fonction de décaissement et contrôle de l'allocation des fonds publics (cellule financière mise en place au Mae).

III.3. Un dispositif intégré aux structures existantes et favorisant la coordination

L'intervention Pda-Gf met en place un appui au développement en Guinée forestière qui s'appuie sur les acteurs existants et met en œuvre des moyens permettant de renforcer leurs capacités. Le principe du renforcement des capacités des acteurs est considéré comme un préalable et un moyen pour mettre en œuvre des actions de type productif.

Il n'est donc pas créé de structure de projet classique. Les dispositifs nécessaires à l'instruction concertée des actions et à la mobilisation des fonds seront mis au point et développés avec l'appui de l'opérateur, et les fonctions d'initiative, suivi et contrôle assumées progressivement par les acteurs concernés.

Les autres organismes et structures intervenant dans la région seront invités à intégrer leurs appuis au dispositif mis en place, une fois celui-ci opérationnel.

Afin de valoriser les expériences des différentes opérations de développement rural passées ou en cours et de renforcer les dynamiques intéressantes suscitées par celles-ci, l'intervention doit permettre de consolider les acquis des interventions menées en appui à certaines filières, en particulier, le café (Rc'2) et le riz (Pdrigf). Cependant, il y aura lieu de replacer systématiquement les actions engagées selon une approche sectorielle dans le cadre d'une analyse systémique des exploitations agricoles, en permettant notamment l'instruction simultanée des actions de renforcement de ces exploitations qui seraient liées à d'autres activités ou à d'autres productions interagissant avec celle qui était ciblée par le projet sectoriel.

Les évolutions en cours au Pdrigf, notamment l'approche par l'exploitation et la réalisation d'études socio-économiques préalables à l'aménagement des bas-fonds, vont dans le sens de l'intervention proposée pour le Pda-Gf. Il est d'ailleurs envisagé que la phase de prolongement sur reliquats du Pdrigf à partir de décembre 2001 ait un rôle de préparation et d'initiation pour le Pda-Gf (cf. rapport de suivi de février 2001 : test de guichets locaux pour les investissements agricoles et les actions filières).

De manière générale, lors de l'identification des actions et de leur mise en œuvre dans le cadre du Pda-Gf, des synergies seront recherchées avec les autres projets de développement (pisciculture, appui à l'élevage, etc.) en Guinée forestière. Cette intervention devrait être facilitée dans le cadre des projets relevant du même bailleur de fonds.

III.4. Calendrier général de mise en place des actions

L'intervention est prévue sous la forme d'un programme de sept ans, divisé en deux phases respectivement de trois puis quatre ans.

Ces durées sont proposées sur la base du raisonnement suivant :

- les problématiques du développement agricole dans la région (productivité-durabilité, gestion de la fertilité et du couvert végétal, etc.) obligent à se placer dans une perspective de moyen et long terme : 7 ans constituent une durée minimum ;
- le montage d'un nouveau dispositif nécessite une phase intensive de mise en place et validation d'une durée suffisante pour compléter l'ensemble des mécanismes et procédures, mais qui ne doit pas être trop longue afin de préserver les possibilités d'un réajustement important de l'approche en fin de phase : 3 ou 4 ans semblent adaptés ;
- certaines actions déjà identifiées, en particulier dans le prolongement des interventions passées, doivent être menées ou poursuivies en partie selon les schémas opérationnels mis en place précédemment, pour évoluer ensuite selon des approches plus adaptées, il est donc important de garder un caractère de transition à cette phase et d'en réduire le plus possible la durée : 2 ou 3 ans semblent adaptés.

Compte tenu de ces considérations, la proposition est formulée en deux phases de 3 et 4 ans, dont seule la première donne lieu à un chiffrage budgétaire indicatif. Si les délais d'obtention des financements du Pda-Gf se révèlent longs, une actualisation sera nécessaire au vu des évolutions sur le terrain, et en particulier, des interventions des autres partenaires financiers de la Guinée en appui au développement régional en Forêt. Par ailleurs, l'intervention étant fondée sur la responsabilisation des structures professionnelles agricoles, il sera nécessaire d'actualiser les appréciations portées lors de l'étude de faisabilité sur le besoin de renforcement de ces acteurs en fonction de leur situation lorsque le démarrage sera imminent.

Ainsi, la première phase de trois ans vise à rendre opérationnel le dispositif concerté de décision et de financement, à mobiliser les premières dotations du fonds d'appui au développement pour consolider les résultats de recherche et de développement durable disponibles et à mettre en œuvre les actions pré-identifiées lors de la phase d'étude.

Cette période initiale donnera lieu à une évaluation et à un bilan approfondi en cours de troisième année, qui portera notamment sur la viabilité des processus, la pertinence des actions engagées en matière de production et préservation du potentiel agro-écologique, et l'appréciation des compétences développées en matière de renforcement des capacités des acteurs.

La seconde phase de quatre ans prévoit une montée en puissance du fonctionnement du dispositif, une mobilisation du fonds d'appui pour des opérations diversifiées, avec une prise en charge accrue des services par la profession et l'insertion dans le dispositif d'autres partenaires de financement du développement rural de la Guinée.

La zone d'intervention sera déterminée par le champ d'action de chaque structure professionnelle impliquée, en veillant à ce que chaque petite région naturelle soit progressivement accueillie dans le dispositif, quel que soit le niveau de structuration de la profession agricole sur la zone géographique considérée en début d'intervention, avec un objectif de couverture progressive de l'ensemble de la région naturelle de Guinée forestière.

Il semble en effet injustifié de cantonner un programme de renforcement des acteurs à un territoire administratif sans lien avec la structuration géographique de ces acteurs et l'étendue de la zone agro-écologique qui fonde leur intervention. Les préfectures de Gueckédou et Beyla seraient donc intégrées progressivement au Pdagf et devraient faire l'objet d'études de

diagnostic complémentaires aux travaux réalisés lors de l'étude de faisabilité dans les préfectures de Macenta, Yomou, Lola et Nzérékoré.

Lors du démarrage de l'intervention, en dehors des zones ciblées en prolongement éventuel des interventions précédentes (bas-fonds, etc.) et des opérations nouvelles déjà précisément localisées, les structures portant le Pda-Gf devront éviter une trop grande dispersion géographique. Pour assurer efficacité et consolidation des fonctions d'animation et construction de la demande, le repérage des initiatives pourra faire l'objet d'une programmation semestrielle (concentration géographique temporaire afin d'optimiser le déploiement progressif des dispositifs opérationnels).

En fonction de l'évolution de la situation d'insécurité dans les zones de Macenta et Guéckédou, il pourra être envisagé que les premiers efforts de l'intervention concernent surtout les préfectures de Lola, Yomou, Nzérékoré et Beyla.

III.5. Cadre logique

III.5.1. Finalités

Les finalités de l'intervention peuvent être résumées comme suit :

- augmentation des revenus des exploitants familiaux et durabilité accrue des systèmes de production ;
- mise en œuvre d'un mécanisme pérenne de concertation, orientation, décision et contrôle des financements pour le développement agricole et rural en Guinée forestière.

III.5.2. Objectif

L'objectif central de l'intervention est la définition et la mise en œuvre d'actions de développement agricole définies de manière concertées avec les acteurs représentant la profession agricole en Guinée forestière.

III.5.3. Résultats attendus

Les capacités des organisations de producteurs et services d'appui sont renforcées ; des fonds spécifiques sont mobilisés ; des solutions techniques et organisationnelles adaptées sont élaborées et mises en œuvre ; un observatoire du développement rural est opérationnel.

III.5.4. Activités proposées pour atteindre les résultats

III.5.4.a. ACTIVITES PERMETTANT LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF

Un certain nombre d'activités doivent être conduites dès le démarrage du projet pour construire le service instructeur et mettre en place les procédures qui régiront le fonctionnement du dispositif Pda-Gf. Ces activités devront être conduites de manière participative et se faire sous la conduite des organisations de producteurs. Le bureau chargé de l'assistance technique joue un rôle dans l'appui méthodologique mais il reste en retrait notamment en matière de choix d'orientations stratégiques.

Les résultats attendus sont les suivants :

- les initiatives locales sont traduites en dossiers d'action ;
- les fonds d'appui sont mobilisés pour préparer des actions productives ;
- les fonds de développement sont mobilisés dans des actions productives ;
- les différents partenaires et prestataires interviennent de façon contractuelle ;

– les résultats sont suivis et évalués, et leur impact (économique, environnemental, social) mesuré.

Compte tenu des acteurs en présence, une partie de ces activités sera menée par les organisations professionnelles et services d'appui existants (Fnpcg, Caopa, Cra-Gf) qui bénéficieront dans le cadre de l'intervention d'un renforcement de leurs compétences (recrutements de techniciens) et de leurs moyens (équipement et fonctionnement) pour élaborer les procédures (avec l'appui du service instructeur), et mettre en œuvre l'animation, la formation, le suivi et l'évaluation des actions.

Un service instructeur confié à un opérateur spécialisé est créé pour produire les méthodologies nécessaires à la mise en œuvre du dispositif, traduire les orientations du Pdagf en procédures, critères de décision, indicateurs d'impact et d'évaluation. Le service instructeur assure en particulier la mise en place d'un dispositif concerté de suivi et d'évaluation des actions engagées.

Un comité régional est mis en place pour procéder à l'examen de l'éligibilité des dossiers d'actions et procéder aux arbitrages correspondants. Un secrétariat technique du comité d'examen et une cellule financière sont également mis en place et leur fonctionnement assuré.

III.5.4.b. MOBILISATION DES FINANCEMENTS ET MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS

Les financements seront mobilisés essentiellement dans la perspective de la mise en œuvre d'actions de développement selon les procédures qui seront définies conjointement par les producteurs et le service instructeur. Le service instructeur apportera un appui méthodologique aux structures chargées du montage initial des dossiers, fonction prise en charge par la Fnpcg (renforcée par ses cellules techniques), par le Caopa associé au Snprv selon les besoins dans le cas des cultures non couvertes par la Fnpcg.

Les résultats attendus sont les suivants :

- les systèmes de production sont améliorés dans le sens d'une meilleure valorisation du travail des exploitants et d'une meilleure durabilité agro-écologique et économique de leurs performances ;
- les revenus des différentes catégories de producteurs et notamment des femmes sont augmentés ;
- les résultats sont suivis et évalués.

Pour engager les actions productives au sens large c'est-à-dire dans les domaines de la production, de la transformation et de la mise en marché des produits, plusieurs fonds pourront être mobilisés par les producteurs organisés selon les procédures et les règles qui auront été définies de manière concertée lors de la mise en place du dispositif.

Pour chaque ligne, des critères de co-financement avec les porteurs de projet seront établis, des procédures de mobilisation des fonds seront définies, des indicateurs de réalisation et d'impact précisés, les sources d'information identifiées. Codes de financement et cahiers des procédures seront révisés annuellement en fonction de l'analyse des résultats et de l'évolution des demandes construites.

Les fonds mobilisés seront les suivants.

- Fonds de formation, animation et expertise initiale (ou ponctuelle)

Ce fonds est destiné à l'accompagnement de groupes locaux en cours de constitution, ou de membres d'organisations existantes autour de l'émergence d'une problématique (de production, d'approvisionnement, de conservation, de transformation, d'écoulement des produits) spécifique à ces producteurs ou à leur zone, afin de favoriser l'information, la

formulation initiale et critique des problématiques, la formation et les échanges sur les référentiels et les expériences connues sur le sujet dans le pays ou à l'extérieur. Les activités menées dans ce cadre concerneront les ateliers de formation – animation, les rencontres villageoises et inter - villageoises, des visites d'étude et échanges entre paysans, les déplacements de techniciens spécialistes au village, sur l'exploitation et à la parcelle. Certaines actions devant être financées sur ce fonds ont été identifiées et leurs coûts estimés (cf. ci-dessous) en complément des moyens pris en charge par le Promopa.

- Fonds d'études et de préparation de projets

Ce fonds est destiné à permettre d'étudier la faisabilité des initiatives locales en matière d'appui au développement agricole (construction de la demande des groupements), la préparation des dossiers d'action (avec cahiers des charges, dossiers d'appel d'offres, contrats) qui seront soumis au comité d'examen. Il s'agit de fournir les moyens de mobiliser l'expertise nécessaire en complément des capacités techniques renforcées de la Fnpcg, de la Cra-Gf et du Caopa.

- Fonds de recherche-développement

Ce fonds sert à financer les actions de diagnostic (systèmes de culture, gestion des ressources, filières...), de suivi d'exploitations, d'expérimentation locale et autres actions de mise au point d'innovations après qu'elles aient fait l'objet d'une programmation - instruction et aient été soumises au comité d'examen par les producteurs et autres acteurs locaux. Ces actions donneront lieu à un fort taux de subvention. Ce fonds viendra renforcer les moyens mis à disposition de l'Irag dans le cadre du programme sur Fsp, dont les orientations devraient être fixées dans le cadre du dispositif Pda-Gf. Certaines de ces actions identifiées par l'étude de faisabilité et validées par le processus de concertation instauré dans ce cadre pourraient commencer dès le démarrage du Pdagf, sans attendre que soit opérationnel le dispositif d'instruction et examen en comité régional. Ces actions sont détaillées dans les fiches « opérations ».

- Fonds de développement agricole

Le fonds de développement, qui constituera progressivement le cœur du projet en termes quantitatifs avec le fonds d'équipement et d'aménagement, est destiné à financer les actions de soutien à la production et à la valorisation des produits agricoles (renforcement des fonctions d'approvisionnement, d'équipement..., selon les orientations et finalités retenues au cadre logique de l'intervention). Afin de ne pas créer de distorsion économique, le recours au crédit rural sera recherché pour toutes les activités directement productives, et l'affectation des subventions du fonds sera effectuée sur la base d'un code de financement ayant fait l'objet de discussions et de mises en cohérence avec la politique agricole au niveau national.

- Fonds d'équipement et aménagement

Ce fonds est destiné au financement des réalisations physiques et ouvrages nécessaires dans le cadre des aménagements et équipements pour le développement agricole (petites infrastructures de stockage, maisons des planteurs, maison de l'agriculture, ouvrages de petite hydraulique et de désenclavement, etc.).

III.5.4.c. MISE EN PLACE ET FONCTIONNEMENT D'UN OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT RURAL

L'observatoire recueillera les informations disponibles, établira des relations avec l'ensemble des acteurs du développement agricole régional, mènera des études thématiques (foncier...), analysera l'impact des différents types d'intervention sectorielles ou intégrées. L'objectif est, au-delà d'un centre de documentation ou d'un système d'information, de permettre aux différents acteurs de suivre et d'analyser les phénomènes liés au développement rural en Guinée

forestière, afin qu'ils puissent améliorer leurs pratiques, mieux répondre aux enjeux des réalités régionales, et harmoniser leurs stratégies en fonction d'orientations communes de politique de développement.

Des méthodes et outils adaptés seront définis pour le traitement des informations existantes et le recueil de données (description quantitative et qualitative des situations...), une structure technique permanente sera mise en place et dotée des moyens nécessaires. Le comité régional d'examen des dossiers d'opérations présentés pour être financés sur le fonds d'appui au développement Pda-Gf pourrait être associé au pilotage de l'observatoire. A terme, l'observatoire serait l'outil permettant d'alimenter les débats d'un forum élargi de concertation de l'ensemble des acteurs du développement rural, notamment ceux qui sont appelés à abonder progressivement aux fonds institués dans le cadre du Pda-Gf.

Un travail de préparation approfondi de cette composante devra être effectué prochainement, si possible avant l'évaluation. Compte tenu de la similarité des objectifs et du contexte, il pourrait être envisagé de recourir à l'expertise mobilisée en Haute Guinée pour l'élaboration d'un observatoire régional du développement rural sur financement Fida, et coupler cette mission en Guinée forestière avec la réalisation de la deuxième phase de l'étude en Haute Guinée.

IV. Résultats attendus et activités proposées

IV.1. Les actions visant à la mise en place du dispositif Pda-Gf

Certaines actions auront pour objectif la mise en place des modalités de fonctionnement de l'intervention. Elles devront être validées lors de la première année de fonctionnement.

Ces actions seront mises en œuvre selon une démarche de concertation étroite avec les représentants des organisations professionnelles agricoles.

Cette étape est fondamentale car devront être discutés avec les acteurs les principes, règles et modalités d'accès aux différents fonds identifiés. Il s'agira d'une démarche de concertation qui devra aboutir à des règles du jeu claires permettant au mécanisme de l'intervention d'appuyer les dynamiques portées par les acteurs. Une assistance technique sera nécessaire pour la mise en place du dispositif au niveau du Service instructeur.

IV.2. Les actions identifiées

Elles sont de deux types :

- des actions relevant des fonds d'appui au développement ;
- des actions de renforcement des capacités des acteurs.

IV.2.1. Les actions productives

Certaines des actions productives pourront être mises en œuvre dès le déblocage des fonds car elles ont été validées par les représentants des producteurs et du Mae lors de l'étude de faisabilité. De plus certaines actions, comme le fonctionnement des Cpmv, constituent la pérennisation d'acquis des interventions précédentes. D'autres correspondent à des dynamiques déjà engagées par les différents partenaires sur le terrain. Elles répondent aux principales contraintes identifiées lors de l'étude de faisabilité (tableaux I à IV).

Ces actions seront réparties selon les différents fonds identifiés en fonction de l'instruction du dossier :

- fonds d'études et préparation de projets ;
- fonds de recherche-développement ;

- fonds de développement agricole ;
- fonds équipement et aménagement.

Les actions préparant les référentiels technico-économiques qui seront mis en œuvre au niveau de la production et de la transformation des produits peuvent démarrer rapidement. Certaines font l'objet d'appui en cours sur le Fac recherche ou sont le prolongement et le passage dans le champ du développement d'acquis récents de la recherche agricole.

En fonction des résultats de recherche-développement, des actions productives pourront être mises en œuvre progressivement et dans des délais relativement courts pour certaines d'entre elles (voir les fiches détaillées) par les producteurs et leurs organisations sur la base des dynamiques en cours dans un premier temps, puis dans le cadre des projets qui auront été définis en concertation avec les acteurs et soumis au comité régional dans un deuxième temps.

IV.2.2. Le renforcement des capacités des acteurs

Les actions spécifiques de renforcement des capacités des acteurs seront mises en œuvre de manière privilégiée à l'occasion du montage de projets de type productif. Il est prévu aussi de renforcer plusieurs acteurs qui ont un rôle déterminant à jouer dans le fonctionnement du dispositif Pda-Gf. Il s'agit de la chambre régionale d'agriculture, de la Fnpcg et dans une moindre mesure du Caopa [qui bénéficie de l'appui du ministère français des affaires étrangères], pour une meilleure prise en compte des groupes encore faiblement structurés.

IV.2.2.a. LE RENFORCEMENT DE LA CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE

Le renforcement de la chambre régionale d'agriculture répond aux objectifs suivants :

- assurer à cette institution représentative légale de l'ensemble des producteurs de Guinée forestière un minimum de fonctionnement lui permettant, en attendant de disposer des fonds spécifiques envisagés pour cette fonction sur d'autres financements, de jouer son rôle de promoteur du développement agricole sur la base de sa représentation territoriale ;
- permettre à la Cra-Gf de jouer son rôle dans la mise en place et le fonctionnement du dispositif Pda-Gf en étant notamment en charge de la présidence du comité d'examen qui sera institué.

Des moyens seront donc mis en œuvre au niveau de la Cra pour permettre son fonctionnement en tant qu'institution tant au niveau régional qu'aux échelons locaux. Un cadre de l'administration sera mis à la disposition de la Cra. Le service instructeur logé à chambre régionale comprendra une assistance technique permanente pour la durée de la première phase (3 ans).

IV.2.2.b. LE RENFORCEMENT DES COMPETENCES TECHNIQUES ET ECONOMIQUES DE LA FNPCG

Outre la pérennisation des financements permettant d'assurer le fonctionnement de la Fnpcg dans la continuité des actions engagées par le projet Rc2, le dispositif de la Fnpcg sera renforcé en la dotant notamment de deux cellules destinées à appuyer les Uppc et les responsables de la fédération dans la conception et la mise en œuvre d'actions productives.

Une cellule sera plus particulièrement consacrée aux questions d'agronomie et de recherche-développement, l'autre aura davantage une fonction au plan économique et montage de dossiers de financement.

En termes de moyens humains, il est prévu de placer au niveau de ces cellules deux binômes constitués d'un cadre de la fonction publique et d'un volontaire d'un niveau ingénieur agronome ou l'équivalent en économie.

Ces cellules constitueront des outils propres à la fédération qui devraient lui permettre d'accéder aux financements prévus au Pda-Gf.

La Fnpcg sera également renforcée dans sa capacité à mobiliser une expertise extérieure pointue en appui à ses activités particulièrement dans le domaine des cultures pérennes (café, cacao et cola dans un premier temps) ou de l'animation ; à cet effet, elle sera dotée d'un volant de missions d'expertise de quatre mois par an dont la mise en œuvre serait déclenchée à la demande de la Fnpcg qui aurait le choix de l'expertise mobilisée.

L'approfondissement et le renforcement de la structuration des filières émergentes, l'appui à la structuration des groupements féminins et la fonction de construction de la demande justifient un renforcement des moyens disponibles au niveau du Caopa.

Des actions sont en cours qui associent la Cra-Gf, l'union des producteurs de riz de Gouécké, les groupements et les futures unions sur la banane et le plantain, les deux Unions de producteurs de Diécké et le Caopa. Des actions sont également en cours de manière dispersée en ce qui concerne l'appui aux groupements féminins. Le dispositif Pda-Gf renforcera ces dynamiques de structuration chaque fois que des projets productifs y sont associés.

Pour l'instant, les actions concernant le renforcement des activités féminines ont comme caractéristiques de se trouver atomisées sur l'ensemble de la région. Le souci du renforcement des structures représentatives se fondera sur l'amélioration de la conduite des activités productives en prenant comme point de départ les initiatives existantes. Le détail des thèmes d'investissement possible sur ces questions est détaillé dans le corps du rapport.

IV.3. Identification d'actions à mettre en œuvre dès le démarrage du projet

L'exercice de définition des opérations qui pourraient démarrer dès la mise en place des fonds spécifiques du Pda-gf a été conduit de manière à consulter les principaux intéressés suite à la demande du Mae et du bailleur à l'issue de la première phase de l'étude. La demande consistait à mettre en rapport les contraintes identifiées lors de la phase de diagnostic, les actions prévues pour y répondre et les acteurs concernés par la mise en œuvre des propositions d'action. Ces actions ont donc été discutées lors de l'atelier du mois d'octobre à Conakry et validées ensuite lors des travaux du groupe de travail Recherche-développement. Les compléments demandés concernant essentiellement les activités de R-d devant concourir au développement de l'élevage ne constituent pas une priorité dans le cadre des premiers financements relevant du dispositif Pda-gf (voir dossier thématique 9). Cependant, dans le moyen terme et dans le cadre de l'instruction des projets il est prévu que soient recherchées des synergies aussi fortes que possible entre le dispositif Pda-gf et les actions financées par les projets s'occupant de la promotion de l'élevage (projet d'appui à l'élevage et projet d'appui à la pisciculture), les financements de ces projets pouvant ensuite être soumis dans le cadre du dispositif Pda-Gf qui fonctionnerait ainsi comme un cadre intégrateur au moins pour les projets Afd dans une première étape.

Les tableaux suivants présentent donc de manière synthétique les contraintes identifiées, les actions prévues et les acteurs susceptibles de les mettre en œuvre.

Tableau I. Identification des contraintes au développement agricole et proposition des opérations permettant de les lever :
Renforcement des acteurs [opérations 1 à 4].

Problèmes identifiés	Opération proposée	Porteur de l'opération	Partenaires associés à l'opération	Public concerné
1. Faiblesse de l'implication des femmes dans les organisations paysannes et très grande faiblesse des organisations féminines	Opération 1 Renforcement des organisations féminines Construction des actions par les organisations féminines	Caopa	Snprv Organisations paysannes Chambre régionale d'agriculture	Les femmes au niveau de la production et de la transformation
2. Fragilité des organisations paysannes aux différents échelons de leur structuration	Opération 2 Renforcement des organisations de type filière	Caopa	Organisations structurées (Fnpcg, Unions riz...) Chambre régionale d'agriculture Snprv Organisations paysannes en voie de structuration sur des filières émergentes (banane, palmier à huile...)	Les responsables d'organisations paysannes et de la Chambre régionale d'agriculture aux différents échelons de leur structuration
3. Faiblesse des compétences en matière de diagnostic aux niveaux parcelle, exploitation agricole et terroir dans le dispositif d'appui - conseil	Opération 3 Renforcement des capacités des techniciens, chercheurs et responsables d'organisations paysannes en matière d'approche de l'exploitation agricole (niveaux parcelle, exploitation agricole et terroir)	Caopa - Service instructeur	Irag Organisations paysannes et Chambre régionale d'agriculture Snprv	Les techniciens du Snprv (après sélection) Responsables d'organisations paysannes et de la chambre d'agriculture Techniciens Fnpcg

Tableau II. Identification des contraintes au développement agricole et proposition des opérations permettant de les lever :
Appui au développement - Etudes et préparation de projets [opérations 5 et 6] – Recherche-développement [opérations 7, 8 et 9].

Problèmes identifiés	Opération proposée	Porteur de l'opération	Partenaires associés à l'opération	Public concerné
4. Manque de connaissances sur le verger pérenne et 5. les systèmes d'exploitation	Opérations 4 et 5 Caractérisation du verger en termes de production et de qualité Caractérisation des systèmes d'exploitation en cultures pérennes	Fnpcg	Snprv, Irag	
6. Déséquilibre alimentaire et monétaire des exploitations agricoles 6bis. Manque de références sur le maintien à long terme de la fertilité des écosystèmes cultivés	Opération 6 Dispositif d'élaboration de références technico-économiques en conditions paysannes sur les systèmes d'exploitation agricole correspondant à la diversité des situations locales	Cra-Gf et organisations paysannes filières	Irag Snprv	Les chercheurs, les responsables d'organisations paysannes et les techniciens du Snprv
7. Manque de références technico-économiques pour la maîtrise de la qualité des cafés	Opération 7 Références technico-économiques pour la maîtrise de la qualité des cafés	Fnpcg	Irag, Snprv	Les producteurs de café engagés dans une démarche qualité
8. Faible productivité et pénibilité des opérations post-récolte et de transformation réalisées par les femmes	Opération 8 Mise au point de matériels et de référentiels technico-économiques pour l'amélioration de la transformation des noix de palme	Organisations féminines	Irag, Snprv	Groupeements féminins de l'aval des filières vivrières (manioc, arachide, riz, huile de palme...)

Tableau III. Identification des contraintes au développement agricole et proposition des opérations permettant de les lever : appui au développement - développement agricole [opération 9 à 14].

Problèmes identifiés	Opération proposée	Porteur de l'opération	Partenaires associés à l'opération	Public concerné
9. Diversité et faiblesse globale de la productivité des cultures de caféier, cacaoyer et 10 colatier	Opération 9 Amélioration de la productivité des différents types de caféière Opération 10 Amélioration de la conservation de la cola	Fnpccg	Uppc Snprv, Irag Fournisseurs intrants	La grande majorité des planteurs de Gf
11. Faible cote du café guinéen sur le marché mondial	Opération 11 Opération amélioration des qualités des cafés guinéens	Fnpccg	Unions préfectorales de la Fnpccg	La grande majorité des planteurs de Gf
12. Faible productivité des systèmes de culture vivriers	Opération 12 Opération d'amélioration de la productivité des systèmes de culture vivriers	Fnpccg, Cra-Gf, organisations féminines et autres organisations	Unions Snprv, Irag Fournisseurs intrants	La grande majorité des producteurs (H et F) en Gf
13. Limitations dans la multiplication et la diffusion de matériel végétal amélioré pour les cultures pérennes	Opération 13 Opération de renforcement des capacités de multiplication et de diffusion du matériel végétal (cultures pérennes, fruitières)	Fnpccg (Cpmv)	Unions préfectorales (riz, palmier, café), Maisons des planteurs Réseau de pépiniéristes privés (à créer), Mre	La grande majorité des producteurs (H et F) Les pépiniéristes privés
14. Limitation de la diffusion du matériel végétal en cultures vivrières	Opération 14 Opération de renforcement des réseaux de paysans multiplicateurs de matériel végétal de cultures vivrières	Organisations paysannes	Réseaux de paysans multiplicateurs, Irag	La grande majorité des producteurs et productrices de Guinée forestière

Tableau IV. Identification des contraintes au développement agricole et proposition des opérations permettant de les lever : appui au développement - développement agricole [opérations 15 à 16].

Problèmes identifiés	Opération proposée	Porteur de l'opération	Partenaires associés à l'opération	Public concerné
15. Fragilité des structures économiques en amont et en aval de la production	Opération 15 Opérations de renforcement des capacités des acteurs économiques amont et aval pour favoriser l'innovation technique	Maison régionale des entrepreneurs	Crédit rural de Guinée Maisons des planteurs Commerçants Cpmv, producteurs	La grande majorité des producteurs
16. Faiblesse de la productivité et pénibilité de la transformation artisanale des noix de palme	Opération 16 Diffusion de techniques améliorées pour la transformation des noix de palme	Organisations féminines	Crg, Mre	Les femmes productrices d'huile de palme
17. Extension limitée des opérations de financement des activités agricoles (hors financements fonds Pda-Gf)	Pour mémoire Renforcement des capacités d'intervention du crédit rural de Guinée en matière de financement des activités agricoles en Guinée forestière	Crédit rural de Guinée (sur la base du développement propre de ses capacités en concertation avec les organisations paysannes)	Organisations paysannes Elus des caisses locales et régionales du crédit rural de Guinée	La grande majorité des producteurs et des productrices

V. Schéma institutionnel de l'intervention

Le schéma institutionnel de l'intervention a donné lieu à une série de débats et à un travail en groupe administration - organisations de producteurs sur les rôles respectifs des organisations professionnelles et de l'Etat. Les résultats en ont été validés par le Mae lors de la mission du mois de janvier 2001. Le groupe de travail sur l'évolution des rôles respectifs des organisations de producteurs et de l'administration et sur les circuits de financement ont produit un premier document en décembre 2000, document qui a servi de base aux discussions conduites durant la seconde phase de la mission en janvier 2001. La dernière version du 17 janvier 2001, validée par la Mae est celle qui a servi de base à la construction du tableau V. Elle est présentée dans son intégralité dans le document thématique 9

Un ensemble d'acteurs se verra confier des rôles spécifiques dans la mise en œuvre de l'intervention. La présentation suit l'ordre chronologique correspondant au « cheminement » d'une action type, depuis l'expression d'une initiative jusqu'à la mise en place des investissements et la mise en œuvre des services et leur évaluation.

V.1. L'identification et la construction de la demande

V.1.1. Principe

Pour être éligible au financement « Pda-Gf », la demande doit être portée par un groupe organisé, s'engageant dans une action de développement décrite et argumentée dans un document de projet. L'argumentaire doit en décrire les aspects techniques, économiques, sociaux et organisationnels. Ces conditions devront être précisées de manière concertée avec les organisations de producteurs lors de la mise en place du dispositif (année 1).

V.1.2. Les fonds mobilisables

Pour réaliser la première caractérisation et mettre en œuvre les premiers pas impliqués par une demande ou idée d'action (information des demandeurs, expertise technique) dès son expression, les fonds « formation, animation et expertise initiale » pourront être mobilisés de manière relativement souple sans passer par la procédure du comité d'examen. Les compétences à mobiliser à ce niveau d'étude sont essentiellement des compétences en termes d'animation et de formation à la réflexion collective. Afin de bien cerner les demandes aux plans techniques et économiques, une expertise ponctuelle pourra être mobilisée.

Par la suite, s'il se révèle que l'initiative en question correspond bien une demande pouvant donner lieu à une intervention de développement, une demande de financement pour la préparation d'un dossier sera déposée, et le fonds d'étude et de préparation de projet sera mobilisé, après attribution par le comité d'examen.

V.1.3. Les acteurs

Les producteurs concernés par cette démarche sont essentiellement les producteurs organisés ou en voie de structuration non touchés par les interventions de la Fnpcg car celle-ci disposera de ses propres compétences techniques pour l'élaboration de projets à présenter dans le cadre du dispositif Pda-Gf.

Les acteurs collectifs éligibles au fonds de développement du dispositif Pda-Gf seront, pour l'essentiel, des « porteurs de projets », en principe des organisations de second (unions) ou de

troisième niveau (fédérations) devenant maître d'ouvrage des actions éligibles à qui il reviendra (en dessus d'un plafond de financements mis en jeu) de passer les contrats avec les prestataires de service, suivre les travaux et effectuer les paiements selon des modalités précises qui devront être définies de manière concertée lors du démarrage de l'intervention.

La fonction de « construction de la demande » sera donc assurée par la Fnpcg elle-même (cf. renforcement des compétences de la Fnpcg) et par le Caopa qui verra les moyens du Promopa complétés afin de lui permettre de répondre à ces demandes spécifiques issues du dispositif Pda-Gf. Les financements Caopa sont abondés pour tenir compte de l'émergence de nouvelles filières (prévues dans le cadre du Caopa, mais de manière plus limitée) et de l'appui aux actions collectives féminines dans le cadre d'organisations filières ou d'organisations spécifiquement féminines que le Pda-Gf se donne comme objectif de renforcer.

V.2. L'instruction de la demande

V.2.1. Principe

Il s'agit à ce niveau de s'assurer que la demande transmise correspond bien aux orientations et aux modalités qui auront été retenues lors de la définition concertée des modalités de fonctionnement du dispositif Pda-Gf. Le service instructeur devant jouer un rôle d'appui méthodologique dans le fonctionnement du dispositif, il est envisagé que la fonction d'instruction de la demande se révèle assez légère en phase de croisière. Les interventions du service instructeur en matière de conseil méthodologique auront comme objectif de renforcer les compétences placées au sein de la Fnpcg et du Caopa - Snprv dans le processus de construction de la demande.

V.2.2. Les fonds mobilisables

Le personnel du service instructeur disposera de moyens lui permettant de remplir ses fonctions. Ces moyens devront lui permettre (i) de se rendre sur le terrain et visiter les groupements / unions sollicitant des financements (ii) vérifier si les modalités de réalisation envisagées sont effectives.

V.2.3. Les acteurs

Ce sont les agents du service instructeur (opérateur recruté internationalement et agents mis à disposition par l'Etat) en relation avec les responsables des organisations portant les projets. En fonction des sujets traités et selon les compétences disponibles localement ou au niveau national, le service instructeur aura la possibilité de mobiliser les services de l'Etat qui disposeraient des compétences techniques requises pour les dossiers proposés.

Le service instructeur formule un avis technique et de conformité du dossier avec les modalités de financement définies dans le cadre du Pda-Gf. Si cet avis est favorable, le dossier peut alors être examiné par le comité d'examen.

V.3. L'examen de la demande

V.3.1. Le principe

Une fois obtenu le visa positif du service instructeur, la demande est examinée par le comité d'examen qui pourrait compter une vingtaine de membres répartis entre des membres à part entière (ayant voix décisionnelle au moment des votes) et des observateurs (cf. les acteurs). Le

comité d'examen est composé de telle manière que la profession agricole au niveau régional y détienne la majorité. Les différentes filières, la Chambre régionale d'agriculture et l'Etat y étant représentés, les orientations qui guideront les choix d'affectation des fonds publics devront tenir compte de la politique nationale (subventions, crédit et bonifications éventuelles, etc) et des orientations régionales discutées au niveau du forum régional (cf. observatoire).

V.3.2. Les fonds mobilisables

Le comité d'examen dispose d'un budget pour tenir ses réunions chaque deux mois et d'un financement destiné aux structures locales du Mae qui en assureront le secrétariat et la mémoire.

V.3.3. Les acteurs

Les membres à part entière sont (un membre : une voix) :

- le président de la chambre régionale d'agriculture qui préside le comité ;
- l'Irae, qui en assure le secrétariat ;
- les présidents de fédérations ou d'unions de producteurs, lorsqu'il n'existe pas de fédération régionale ;
- un représentant Pme (les Ong guinéennes prestataires de service étant considérées comme des Pme) ;
- un représentant des présidents de Crd.

Les observateurs sont : le représentant Bcepa-dpdre (en charge également du secrétariat), le Btgr, le responsable de l'observatoire, le directeur du Caopa, le président de la chambre de commerce, les responsables des Ong internationales ou les relais des bailleurs de fonds, les chefs de projets, les responsables régionaux de l'Irag et du Snprv, du Crg, des bailleurs de fonds.

La composition précise du comité d'examen pourra éventuellement être ajustée lors de la mise en place du projet sous réserve que la majorité des voix décisionnelles revienne aux organisations de producteurs.

Ce comité d'examen sera articulé de manière organique avec le forum dont il sera en quelque sorte une émanation opérationnelle (voir la partie « observatoire régional du développement rural »).

V.4. L'ordonnancement

L'Irae est l'ordonnateur des paiements ayant reçu un avis favorable de la part du comité d'examen. Selon les discussions conduites avec le Mae, il ressort en effet que l'ordonnancement des dépenses des fonds du projets (fonds publics rétrocédés pour favoriser des actions individuelles et collectives dans le secteur privé) est une fonction qui relève des prérogatives régaliennes de l'Etat. Il est donc proposé de confier cette fonction à la structure déconcentrée de l'Etat représentant le Mae au niveau de la région, à savoir l'Inspection régionale de l'agriculture et de l'élevage, Irae. Cependant, l'Inspecteur qui sera donc ordonnateur des dépenses engagées dans la cadre du dispositif Pda-Gf ne pourra ordonner que des dépenses qui auront reçu l'accord d'une part du service instructeur (accord technique) et d'autre part l'accord du comité régional d'examen (accord par rapport aux orientations définies au niveau régional). L'inspecteur ne pourra pas s'opposer à une décision prise par le comité.

V.5. Le décaissement

Pour les mêmes raisons que dans le cas de l'ordonnancement, le décaissement est une fonction régaliennne pour laquelle le Mae recevra un appui pour l'exercer pleinement. Il s'agit là encore d'un changement important par rapport aux pratiques habituelles qui confèrent au bailleur de fonds cet acte relevant du rôle de l'Etat. Le décaissement est réalisé par une cellule du Mae sous la responsabilité d'un cadre financier de ce ministère et disposant d'une assistance technique financière régulière mais non permanente de la part d'un cabinet d'audit. Compte tenu de la faiblesse institutionnelle des services du maître d'ouvrage en région, de la nécessité de s'adapter aux procédures spécifiques du bailleur de fonds, etc. L'option retenue est que cette cellule est basée à Conakry et que le cadre du Mae dispose d'un budget de fonctionnement lui permettant de se rendre sur le terrain au minimum tous les deux mois autour de la réunion du comité d'examen. Dans la pratique, il pourra être envisagé qu'une partie du travail de cette cellule financière soit effectuée sur place à Nzérékoré une fois rodées les procédures de décaissement et clarifiées les modalités du contrôle de conformité, transparence et régularité.

L'Afd Conakry ayant mis récemment en chantier l'élaboration d'un manuel des procédures comptables, ces aspects pourront être précisés lors de l'évaluation.

La nécessité d'une phase de démarrage a été reconnue comme indispensable par le groupe de travail et correspond également à la proposition de la mission d'étude.

En effet, la répartition des tâches (notamment construction et instruction des demandes) et les apprentissages résultants, font apparaître en début de projet la nécessité d'une phase « de démarrage » d'environ une année durant laquelle serait :

- finalisé le manuel de procédure ;
- mises en place les cellules techniques de la Fnpcg ;
- mis en place le service instructeur de la chambre régionale d'agriculture qui commencera aussitôt à former les « constructeurs de la demande » ; l'opérateur veillera en particulier à ce que les initiatives sectorielles soient mises en cohérence avec une approche « exploitation agricole » intégrée, en proposant notamment l'appui méthodologique nécessaire aux différentes structures et compétences spécialisées portant et instruisant les opérations envisagées ;
- appuyé le fonctionnement de la chambre d'agriculture et de la Fnpcg afin qu'elles disposent sur le terrain, d'une capacité opérationnelle d'information, formation, appui aux initiatives d'organisation ;
- financée sans attendre une première tranche d'opérations (telles que définies précisément dans les fiches ci après annexées) des prestations de service correspondant à la mise en œuvre des actions ainsi définies et notamment les activités de « recherche - développement ». Le contenu de ces opérations pourrait être affiné lors de séminaire de lancement du projet par des groupes de travail spécifiques, et sous réserve de l'aval « organisations professionnelles - administration - bailleur de fonds.
- financées les premières actions retenues, sur proposition des Op, pour leur faisabilité intrinsèque et la capacité organisationnelle et d'autofinancement des Op à les réaliser et transformées en « demande construite » dans le cadre de l'étude de faisabilité ;
- financée la poursuite transitoire, à titre conservatoire, d'actions Rc2 telles que les Cpmv ;
- démarrées les études précisant la mise en place d'un observatoire régional du développement rural selon les principes et orientations retenues dans la présente étude de faisabilité.

Tableau V. Schéma d'instruction et financement des opérations sur fonds d'appui au développement agricole.

Fonction	Structure(s) concernée(s)	Contenu et modalités de mise en œuvre
Appui aux groupements pour l'identification et la construction de la demande	Caopa	Formation, accès à l'information, contacts pour rechercher des appuis pour construire la demande Le service instructeur exerce un appui méthodologique auprès du Caopa et de ses agents Fonds mobilisables : formation, animation et expertise initiale (sur décision rapide du comité d'examen)
Construction de la demande des groupements et organisations éligibles aux fonds Pdagf (2)	Caopa hors demandes transitant par la Fnpcg Fnpcg au sein de laquelle sera financé un service d'étude technico-économique Autres acteurs éventuels (Snprv, Ong...)	La construction de la demande correspond à la réalisation des études de faisabilité, à la préparation des cahiers des charges et contrats des prestataires envisagés. Toutes les structures pourront bénéficier d'appuis méthodologiques et de formations par le service instructeur. Fonds mobilisables : étude et préparation de projets après analyse par le Service instructeur
Instruction des demandes	Chambre régionale d'agriculture au sein de laquelle est logé le service instructeur	Présente en comité la demande selon un cadre prévu par le manuel d'instruction et permettant d'apprécier son éligibilité Formation et nombreux contacts avec les «constructeurs » de demande. Le service instructeur sera en charge de la cohérence méthodologique de l'intervention et de la production d'outils et de formations spécifiques. Il est de plus en charge du suivi et de l'évaluation des actions financées.
Examen des demandes	Comité d'examen (3)	Le comité d'examen se réunit tous les deux mois (ou plus fréquemment si besoin). Il est présidé par le président de la chambre d'agriculture. L'Irae en assure le secrétariat technique et en conserve la mémoire. Le comité formule un avis après consultation de ses membres et vote. Composition voir texte.
Ordonnancement	Irae qui disposera d'un financement pour assurer le secrétariat du comité	Ordonne le paiement pour les demandes ayant un avis favorable du comité. En charge de rappeler annuellement la politique et les priorités régionales du Mae
Décaissement	Cellule financière Daf-Mae auprès de laquelle sera placée une assistance technique financière fournie par un cabinet d'audit à Conakry	Opère les décaissements par délégation du bailleur de fonds après contrôle essentiellement financier de conformité, transparence et régularité. En charge de produire le manuel de procédure de formulation, instruction des demandes et ordonnancement, décaissement des financements. En charge de tenir la comptabilité de projet et les tableaux de bord, notamment pour le Bcepa. Ce dernier exerce une fonction de suivi -contrôle permanent pour le compte du maître d'ouvrage Mae..

VI. Données quantitatives et budgétaires

Le dimensionnement de l'intervention est effectué sur la base :

- d'une estimation des compléments nécessaires aux différents acteurs pour faire face à l'émergence des initiatives locales (voir les budgets de fonctionnement et d'investissement remis par les acteurs) ;
- du chiffrage des actions déjà identifiées et de l'extrapolation au volume estimé faisable sur la durée de la phase.

L'enveloppe budgétaire indiquée au démarrage de l'étude (juin 2000) se montait à 40 000 000 Ff, elle a été ramenée autour de 20 000 000 Ff lors de la mission du mois de janvier 2001, sans que cette somme doive être considérée comme une limite impérative. Il n'a pas été possible de réduire l'envergure des réalisations de manière aussi drastique compte tenu des orientations posées au départ.

Dans sa forme finale le budget proposé est présenté selon les trois composantes annoncées, celle de l'observatoire devant être considérée à part de l'intervention de développement agricole en elle même. De manière synthétique il se décompose de la manière suivante :

- fonds d'appui au développement agricole 21 900 KF ;
- renforcement des capacités des acteurs 7 663 KF ;
- observatoire 3.230 KF.

Si l'on considère l'intervention de développement agricole au sens strict (fonds d'appui au développement et renforcement des capacités des acteurs) le montant total de l'intervention s'élève à 29 563 KF dont près de 74 % est consacré au développement agricole, c'est-à-dire la conception et la mise en œuvre des actions de développement. Dans une première étape de mise en œuvre et sur la lancée des interventions en cours, les opérations décrites de manière précise dans ce document pourront être mises en œuvre directement avec un minimum de concertation et renforcer immédiatement les actions déjà engagées (on pense par exemple et de manière précise au soutien aux filières de qualité que met en place la Fnpcg notamment).

Les budgets fournis à la mission par les principaux acteurs du dispositif sont présentés dans le chapitre budget Il s'agit notamment de la Fnpcg, de la Cra-Gf, de l'Irag, et en ce qui concerne les Cpmv nous nous sommes basés sur les données contenues dans le document du projet Rc2 « Programme 2001 » remis à la mission à la fin du séjour seconde phase.

Les deux principaux postes du budget sont les suivants.

Les rubriques « développement agricole » et « Equipement et aménagement » totalisent plus de la moitié du budget de l'intervention Pda-Gf avec 15 510 Kf (hors observatoire) avec une action spécifique sur le café (actions de développement café) et sur les activités de développement des autres filières avec un souci marqué de diversification des productions touchées par le dispositif. Cette forte diversification de l'intervention Pda-Gf est une réponse concrète aux termes de référence et au diagnostic qui montre que la sécurité alimentaire des populations passe par une recherche constante de diversification des productions et des calendriers de consommation - vente - transformation.

Pour fonctionner ce dispositif requiert des apports significatifs en terme conceptuels ce qui se traduit par deux postes qui sont du même ordre de grandeur, la rubrique « Recherche-développement » qui est en prise directe avec les préoccupations des producteurs (voir les fiches opérations et les modalités de fonctionnement retenues) et la rubrique « renforcement de la Cra-Gf » qui correspond au montage et au fonctionnement du service instructeur qui

comporte de l'assistance technique. Ces deux postes représentent chacun environ 15% du total de l'intervention (hors observatoire).

Les contributions des acteurs sont indiquées dans le tableau de synthèse du budget. Elles se répartissent entre des contributions des principales organisations professionnelles agricoles, la Fnpcg et la Cra-Gf et une contribution de l'Etat guinéen par l'affectation de trois cadres confirmés de haut niveau : deux cadres techniques en appui à la Fnpcg (un profil agronome cultures pérennes et un profil agro-économiste) et un cadre de gestion au niveau de la cellule financière et suivi du Mae.

Au niveau de l'observatoire, le budget traduit le caractère prévisionnel de sa mise en place dans la mesure où des études préalables demeurent nécessaires avant une mise en œuvre effective. Les travaux préparatoires conduits pour la mise en œuvre d'un observatoire en Haute Guinée sont d'un grand intérêt méthodologique et complètent sur ce plan l'approche conduite dans le cadre de la présente étude.

Le tableau des coûts précise la répartition selon la nature des dépenses selon le bailleur (Etat, bénéficiaires, profession, Afd, Ffem...). Le fonds d'études couvre notamment les études supplémentaires en cours d'identification (mission de finalisation du projet d'observatoire, etc.).

VII. Procédures et échéanciers de mise en place

VII.1. Année 1

La première année sera consacrée à la mise en place des cellules techniques de la Fnpcg, du service instructeur, logé à la chambre d'agriculture, et à la mise en place concertée du dispositif Pda-Gf : définition des modalités de fonctionnement du dispositif, règles de financement et de fonctionnement, définition des orientations générales et spécifiques pour être éligible aux fonds Pda-Gf.

Le renforcement de la Fnpcg se fera par la mise en place et le fonctionnement des deux cellules techniques d'une part, avec la mise en place de personnel technique affecté par l'Etat sur la base d'un choix opéré par la Fnpcg (avec l'appui du Snprv) et d'autre part, par la mise en poste de deux volontaires techniques de niveau ingénieur agronome et économiste.

Dans le même temps, les actions déjà identifiées (cf les fiches d'opération) qui peuvent faire l'objet d'une mise en œuvre sans délai seront lancées. Certaines d'entre elles se situent d'ailleurs dans le prolongement d'actions en cours. Ainsi dès la première année, sera réfléchi de manière concertée la mise en place des principes et des règles de fonctionnement devant donner lieu à des procédures aussi simples que sécurisantes, favorisant l'initiative sans la contraindre à rentrer dans des cadres rigides. Dans la même période et en synergie avec cette démarche les principes et les modalités d'un système de suivi – évaluation des actions engagées seront élaborés puis formalisés afin qu'il soit rapidement opérationnel pour produire rapidement les informations pertinentes sur les processus en cours sur lequel le Pda-gf apportera ses moyens spécifiques

En termes d'assistance technique, un opérateur international sera recruté auprès de la Cra-Gf pour assurer la constitution et le fonctionnement du service instructeur qui devra disposer de solides compétences méthodologiques en matière de développement participatif. Le service instructeur sera chargé de la préparation de contrats de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les lignes financement ayant pour objectif le renforcement de capacités de partenaires désignés, de l'élaboration concertée des procédures de fonctionnement du dispositif et du premier code de

financement (règles pour l'instruction des dossiers d'actions sur les différentes lignes de financement) qui sera soumis au comité d'examen.

Deux missions pour définir et fixer les conditions et modalités de mise en place de l'Observatoire seront réalisées au cours de cette première année.

VII.2. Année 2

La seconde année verra la mise en œuvre du dispositif d'intervention Pda-Gf et la poursuite des actions engagées en première année.

Les financements de l'observatoire du développement rural seront mis en place et une assistance technique sera recrutée pour faire fonctionner l'unité technique.

VII.3. Année 3

Dans le second semestre de l'année 3 une évaluation approfondie du dispositif Pda-Gf sera conduite afin d'en tirer les enseignements avant de passer à la seconde phase de quatre ans.

VIII. Les effets attendus et risques

VIII.1. Les effets attendus du dispositif Pda-Gf

Les effets prévus du dispositif Pda-Gf sont les suivants :

- amélioration des revenus et des conditions de vie des populations de Guinée forestière ;
- création de richesse par la réalisation de projets productifs et d'équipement améliorant la production et mise en marché des produits et conservant sur la zone une part importante de la valeur ajoutée ;
- amélioration de la gestion des ressources naturelles à travers la mise en œuvre de techniques productives préservant davantage les ressources (i.e .plantes de couverture sur le vivrier et pérennes, conduite des caféières permettant une meilleure couverture du sol) ;
- le renforcement du tissu économique local (entreprises, bureaux d'étude...) ;
- les renforcement des capacités des acteurs économiques et notamment des organisations de producteurs et des populations pour l'analyse critique des contraintes, la définition et la programmation des actions de développement, l'apprentissage de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre des actions de développement les concernant ;
- amélioration de l'adaptation du contenu des actions de développement par une implication plus importante des organisations représentant les producteurs dans le dispositif.

VIII.2. Les risques du dispositif Pda-Gf

Les risques de ce projet tiennent essentiellement à la situation de l'environnement sociopolitique de la Guinée aux prises depuis septembre 2000 avec des conflits armés en zones frontalières. Ces actions ont des conséquences économiques directes sur la production par l'insécurité sur les biens et les personnes, les baisses de production dues aux déplacements de population, le renchérissement des coûts de transport des produits et les limitations dues à la restriction des débouchés pour les produits de la région.

Les autres risques lors de la mise en œuvre sont liés au caractère innovant du montage proposé par rapport à la conception des projets conçus antérieurement. Ce caractère innovant s'exprime à deux niveaux dans le schéma institutionnel et dans le choix de fonder l'intervention sur une

approche globale de l'exploitation agricole. En ce qui concerne le schéma institutionnel, les risques peuvent avoir pour origine les réticences de l'Etat vis-à-vis d'une allocation croissante de responsabilités aux organisations professionnelles agricoles. Ce risque pourra être minimisé en associant les agents de l'Etat au suivi et à la mise en œuvre des opérations chaque fois que les compétences de ses services pourront être soit sollicitées soit renforcées. Le rôle de l'Etat en matière de contrôle *a posteriori* des actions engagées devra être renforcé. En matière d'approche globale de l'exploitation agricole, les difficultés de mise en œuvre de ce type d'approche par rapport aux démarches antérieures fondées sur une seule production au sein de systèmes de production complexes devront être réduites par une mise en œuvre d'outils, de méthodes et de formations adaptés à la diversité des publics (techniciens, cadre de l'Etat, responsables des organisations paysannes...).

Des risques existent également dans la phase d'instruction du projet par le bailleur de fonds qui, tout en souhaitant un projet « sans projet » et un « dispositif innovant » permettant une implication plus importante des organisations de producteurs dans la conception, la conduite et l'évaluation des opérations (voir à cet égard les notes de préparation de la mission (cf. Dossier thématique 9), reste dans une certaine mesure dépendant des pratiques et des modalités relatives à l'instruction « classique » des projets de développement agricole.

IX. Evaluation environnementale

La mise au point de référentiels techniques prenant en compte la diversité des modes d'exploitation, notamment des plantations pérennes (caféier, cacaoyer, colatier), est une des activités structurantes de cette intervention.

Les limites des interventions passés préconisant une caféiculture intensive sans couverture arborée à base d'intrants ayant été cernées, il est proposé de raisonner des niveaux d'intensification intermédiaires prenant en compte les associations de plantes pérennes ainsi que le couvert végétal d'ombrage et sa gestion dans le long terme.

Ce type de référentiel technico-économique se rapproche des pratiques paysannes en vigueur dont il vise cependant à améliorer l'efficacité en tenant compte de l'impératif de gestion à long terme du verger et de sa couverture forestière.

Les recommandations technico-économiques qui seront produites par l'intervention devront intégrer les acquis techniques du Centre forestier en matière de maîtrise de la multiplication des espèces d'ombrage et les connaissances de la recherche agronomique sur la diversité des performances de la caféière selon différents scénarii d'intensification raisonnée.

L'intervention s'attachera à mettre en place des mécanismes de diffusion de ces recommandations technico-économiques qui devront permettre une amélioration de la gestion des plantations pérennes sous couvert forestier sélectionné. Il en résultera une amélioration des systèmes de cultures à base de plantes pérennes par l'intégration de pratiques agro - forestières garantissant ainsi une protection des versants.

De la même manière dans les zones de bas fonds, les activités de recherche-développement auront pour objectif de mettre au point des méthodes, des outils et des référentiels technico-économiques permettant de promouvoir un aménagement et une exploitation raisonnée de ces espaces prenant en compte la diversité des espèces exploitées et l'appréhension de ces zones de bas fonds dans l'ensemble du terroir cultivé. Ainsi, les formes d'exploitation des bas-fonds prenant en compte la gestion des raphias, des autres ligneux, et des espèces annuelles cultivées seront privilégiées.

X. Prise en compte de la problématique « genre »

L'étude a démontré toute l'importance de la question du genre en matière de développement agricole dans cette région de la Guinée compte tenu de l'implication souvent simultanée des femmes dans de multiples travaux en dehors des charges domestiques :

- dans la production sur les coteaux (gestion des parcelles de vivrier en année 1 [riz et cultures associées] puis dans la succession culturale d'année 2 [arachide-niébé, manioc, cultures légumières] selon les zones) ;
- dans les plantations, ce qui correspondrait à une évolution récente alors que ces activités apparaissaient jusqu'alors réservées aux hommes (ce constat demanderait à être validé de manière systématique car il s'agirait d'un changement aux répercussions considérables sur le plan social) ;
- dans les bas-fonds une fois les gros travaux effectués ;
- dans le financement de nombreuses opérations culturales soit, par l'entraide qui suppose un coût monétaire non négligeable, évalué par la mission lors des ateliers soit, par le salariat ;
- dans les processus de conservation, transformation (régimes de palmier, arachide, manioc, riz) et de valorisation des produits vivriers mis sur le marché ou consommés par la famille ;
- dans les circuits de commercialisation de certains produits (riz, huile de palme...).

Des études complémentaires devront cependant préciser la structuration budgétaire des ménages et la répartition des flux financiers au sein des exploitations familiales.

Au niveau de la mise en œuvre du dispositif Pda-Gf la participation des femmes devra être un des critères fondant la composition du Comité d'examen sous réserve que soient identifiées des représentantes disposant de qualités de *leadership* leur permettant une réelle prise de parole dans ce type d'enceinte. D'autre part, les modalités d'affectation des fonds de développement devront tenir compte de manière spécifique des besoins des organisations féminines et des principes devront être établis de manière à ce que le développement de ces activités puisse être soutenu de manière privilégiée dans le cadre Pda-Gf.

XI. Observatoire du développement des dynamiques agricoles et rurales

La question de la création d'un observatoire des dynamiques agricoles et rurales en Guinée forestière fait partie des termes de référence de l'étude de faisabilité. La mission s'est, par ailleurs, inspirée des termes de référence et de l'étude réalisée pour le même type de structure en Haute Guinée qui précisent les attentes de l'administration en la matière. De nombreuses similitudes existent d'ailleurs avec la situation observée par la mission Iram en Haute Guinée. La nécessité d'une telle structure — dont nous détaillerons les fonctions possibles infra — se révèle d'une grande importance pour la Guinée forestière. Plusieurs raisons rendent compte de cet impératif.

L'information de base — statistique, démographique, climat — est peu fiable, hétérogène et d'une exploitation extrêmement périlleuse.

Les systèmes de suivi-évaluation des projets sont souvent conçus comme des instruments permettant de suivre en interne les réalisations quantitatives mais pas comme des outils de compréhension des réactions du milieu aux propositions des projets.

Les réalités agraires sont mal connues et les projets sont souvent basés sur des hypothèses réductrices ne prenant pas en compte la complexité et les logiques des systèmes d'exploitation.

Les statistiques agricoles sont extrêmement défaillantes en Guinée forestière où les dernières données disponibles sur l'exploitation agricole moyenne ne mentionnent pas la présence de cultures pérennes !

La fonction de suivi évaluation a été négligée dans la plupart des interventions structurantes qu'a connues la Guinée forestière.

L'hypothèse de base qui guide les interventions est la faiblesse des performances agronomiques ou économiques des systèmes de productions dits traditionnels dont le discours de l'expertise, voire celui de la recherche disqualifie la pertinence au profit de systèmes dits « améliorés » reposant sur le triptyque « variétés sélectionnées, intrants chimiques, et intensification en travail ». La force de ces hypothèses rend inutile toute observation de base sur les réalités agricoles considérées si peu performantes. On se trouve donc dans des cas où les situations de départ sont mal connues (voire inconnues) et où le dispositif de suivi - évaluation ne permet pas de comprendre les réactions du milieu puisqu'il n'existe pas.

Ces constats — que l'on pourrait développer plus amplement tant les exemples sont nombreux — nous conduisent à recommander la mise en place d'un observatoire qui soit doté d'une réelle autonomie d'investigation et qui soit en même temps un outil de stimulation de la production d'information par les autres structures impliquées dans le développement agricole.

Cette autonomie est un impératif si l'on souhaite que les fonctions de l'observatoire soient remplies avec toute l'objectivité requise.

XI.1. Finalité, buts et principes de base pour l'établissement d'un observatoire des dynamiques rurales

XI.1.1. Finalité et buts d'un observatoire des dynamiques agricoles et rurales

La finalité qui devrait guider la mise en place d'un observatoire est de « produire des informations de qualité permettant d'alimenter les débats en cours au niveau du forum régional et ainsi contribuer à l'amélioration des stratégies régionales de développement agricole et rural ».

Cette finalité se traduit par la poursuite des buts suivants qui résultent de la situation actuelle en matière d'information sur les dynamiques rurales dans cette région :

- capitaliser, produire et rendre disponible une information actualisée de qualité ;
- produire un cadre de référence concerté à partir des informations produites ;
- contribuer par les informations produites à alimenter les réflexions du forum régional.

Il est à envisager pour l'observatoire un élargissement de son champ d'intervention de l'agricole au rural notamment afin de faire des économies d'échelles avec la mise en place du Pacv. La dynamique de décentralisation et ses réalisations vont certainement nécessiter un type d'outil similaire et il serait bien venu que les deux soient développés en synergie.

XI.1.2. Principes pour l'établissement d'un observatoire des dynamiques agricoles et rurales en Guinée forestière

Le premier principe serait de garantir à l'observatoire une réelle autonomie en matière d'orientation de ses travaux. L'observatoire serait donc placé sous la responsabilité d'un comité d'orientation paritaire composé de personnes compétentes aux plans techniques et scientifiques et dégagé de toute implication institutionnelle directe.

Mais cette autonomie ne signifierait pas indépendance totale car les travaux de l'observatoire devront être en prise directe avec les interrogations de la profession agricole, de l'Etat et des bailleurs de fonds. Son comité d'orientation serait donc intégré par des responsables professionnels agricoles représentant les différentes régions naturelles de la Guinée forestière, des représentants des principales filières de la région, des représentants de l'administration, du (des) bailleur(s) de fonds et des professionnels de la recherche agricole, des socio-économistes et économistes du développement. Ces spécialistes pourraient être des membres permanents, mais on pourrait également prévoir la possibilité de faire appel de manière ponctuelle à des compétences complémentaires en fonction des sujets traités.

Par ailleurs, il serait souhaitable que d'autres bailleurs rejoignent l'Agence française de développement dans cette initiative compte tenu des enjeux en termes de coordination que suppose la mise en œuvre de la démarche proposée pour cet observatoire.

XI.1.3. Une structure spécifique

L'observatoire sera une structure spécifique. Il ne pourra donc s'agir ni d'un service de l'administration régionale ou nationale, ni d'un bureau d'études commercial même si l'observatoire pourra avoir recours à une expertise externe selon le type de question à traiter. De la même manière, il ne pourra être considéré comme un outil au service exclusif de la profession agricole.

XI.1.4. Un travail en réseau

L'observatoire ne constituera pas une entité isolée mais travaillera en réseau avec les structures pérennes de l'Etat et les projets avec lesquels des relations de partenariat seront établies sur la base de la réciprocité d'accès aux informations. L'observatoire devra apporter un appui méthodologique et logistique à des services de l'Etat ou à des projets dont l'importance est cruciale pour la mise en œuvre de ce type d'exercice et auxquels il ne saurait se substituer. C'est notamment le cas des services de statistique agricole et des services de suivi - évaluation des projets ou des filières qui à terme devraient pouvoir disposer de leur propre système de suivi - évaluation. Sur ce dernier point, il sera en relation étroite avec le service instructeur du Pda-Gf avec lequel une homogénéité d'approches et de méthodes devra être trouvée.

XI.1.5. Type de sujet traité par l'observatoire

En la matière, l'observatoire pourra se saisir lui-même de certains sujets qui impliquent une mise au point ou l'établissement de recommandations devant guider les interventions futures. En règle générale, les décisions de traiter tel ou tel sujet devront être prises selon le principe du compromis réalisé au sein du comité d'orientation. En cas de désaccord seulement, la décision sera prise par vote et les représentants de la profession agricole disposeront d'une majorité au sein de cette instance. L'autonomie « intellectuelle » de cet observatoire devra lui être garantie. Cette condition est un principe central du fonctionnement du futur observatoire dont elle garantit la crédibilité. Cela veut dire en clair que l'observatoire dans ses travaux devra très certainement remettre en cause certains des fondements sur lesquels repose aujourd'hui la justification de nombreuses actions de développement et il devra pouvoir le faire indépendamment des enjeux corporatistes de court terme.

XI.1.6. Les activités de diffusion

L'observatoire ne saurait limiter son activité à produire une information à caractère confidentiel pour un nombre limité de cadres, responsables d'organisations paysannes ou de décideurs

politiques. Il devra développer des fonctions de communication permettant l'instauration d'une concertation réelle sur les enjeux du développement régional. Pour cela il devra être en mesure de s'articuler avec les médias afin de faire connaître les résultats de ces travaux au plus grand nombre. La diffusion des informations en mobilisant une grande variété de supports - opérateurs locaux de formation et de production de supports pédagogiques, radio rurale, télévision nationale, réseaux télévisés d'audience sous régionale ou internationale - et les occasions de créer des rencontres autour des productions de l'observatoire devront constituer en phase de croisière une activité aussi importante que l'instruction des dossiers thématiques dont se saisira l'observatoire.

L'observatoire ne constituera pas une entité isolée, mais travaillera en réseau avec les structures pérennes de l'Etat et les projets avec lesquels des relations de partenariat seront établies sur la base de la réciprocité d'accès aux informations. L'observatoire devra apporter un appui méthodologique et logistique à des services de l'Etat ou à des projets dont l'importance est cruciale pour la mise en œuvre de ce type d'exercice et auxquels il ne saurait se substituer. C'est notamment le cas des services de statistique agricole et des services de suivi - évaluation des projets.

L'observatoire devra disposer des moyens matériels lui permettant d'assumer ses fonctions même s'il pourra rechercher des partenariats contractuels permettant de mobiliser des ressources complémentaires sur certaines actions bien spécifiques (production d'informations audiovisuelles de large audience valorisant ses travaux par exemple). Les dépenses affectées à l'observatoire doivent être considérées comme une garantie d'efficience et d'efficacité des futurs investissements qui seront ultérieurement réalisés dans le développement agricole de la région. Les autres bailleurs que l'Afd devraient être intéressés pour soutenir ce type d'initiative et garantir à l'observatoire les moyens d'assurer ses missions. Les dysfonctionnements observés dus au manque de coordination entre intervenants et mobilisant des financements important sur des thèmes techniques encore peu éprouvés devraient inciter les bailleurs à soutenir collectivement ce type d'initiative.

XI.2. Les types de fonctions et d'activités envisageables

Comme indiqué dans les principes, l'observatoire ne serait pas en charge de l'ensemble des activités de production d'informations nécessaires à la prise de décision en matière de développement agricole, mais il travaillerait en réseau avec d'autres acteurs auxquels il apporterait un appui méthodologique et logistique. Cela serait le cas avec les services pérennes de l'Etat comme par exemple les services statistiques régionaux.

Sa cellule technique serait réduite et travaillerait en mobilisant des compétences de manière ponctuelle en fonction des besoins tout en créant et entretenant des relations de partenariat suivi avec les spécialistes mobilisés. L'observatoire pourrait ainsi structurer progressivement un réseau d'expertise non permanent mais continu dans la durée, permettant de faire avancer la réflexion sur les questions définies par l'observatoire.

Les attentes par rapport à cet observatoire devront être plus précisément discutées et définies lors de la mise en œuvre du Pda-Gf. Des fonds sont prévus pour réaliser des études plus approfondies et spécifiques sur les modalités concrètes de sa mise en œuvre.

Le suivi de dynamiques importantes pour comprendre l'évolution agraire de la région : suivi des évolutions de certains terroirs caractéristiques de certaines zones présentant des spécificités en matière de mise en valeur (voir zonage réalisé dans le cadre de cette étude), suivi de différents types d'exploitations agricoles dans ces différents terroirs du point de vue

de leur fonctionnement agronomique et agro-économique. Ces suivis devraient s'appuyer sur des institutions pérennes et renforcer leurs moyens méthodologiques et logistiques. Ils pourraient cependant être initiés et portés par l'observatoire en cas de nécessité. On peut citer par exemple deux types d'initiatives qui pourraient être conduites en synergie entre l'Irag et l'observatoire : (i) le suivi des évolutions de terroirs et de la mise en valeur agricole dans des villages du type des villages d'études de l'Irag mais qui devraient être choisis en fonction des zones de problématique homogène ; (ii) une articulation avec les travaux de suivi d'exploitations agricoles dans le cadre du réseau des paysans expérimentateurs.

Le suivi de dynamiques dont les informations sont recueillies par ailleurs et pour lesquelles l'observatoire devrait jouer un rôle de coordination afin de s'assurer de la compatibilité des informations produites. Cela serait en particulier le cas avec les données de démographie ou les données sur les filières collectées et traitées par le Pasal.

Il est ainsi possible de proposer un classement des différentes fonctions qui pourraient être assurées par l'observatoire :

- une fonction d'appui méthodologique aux services pérennes de l'Etat afin de (i) mieux définir les attentes en terme de produits statistiques par rapport aux questions à traiter par l'observatoire ; (ii) d'améliorer la fiabilité des informations recueillies et produites ; (iii) d'harmoniser les productions statistiques avec les autres sources d'information de manière à pouvoir les utiliser dans des travaux mobilisant plusieurs sources d'information ;
- une fonction d'appui méthodologique aux organisations de producteurs structurées sur une base filière afin de mettre au point des outils de suivi maîtrisés par les responsables et les salariés de ces organisations sur des indicateurs de suivi stratégiques pour le développement de ces filières ;
- une fonction de coordination et d'appui — avec des moyens incitatifs — permettant de fédérer et de mettre en synergie des opérations de recherche ou d'étude permettant d'alimenter l'observatoire en données de qualité ; il s'agirait par exemple à partir d'une étude donnée de fournir un appui méthodologique et éventuellement quelques moyens complémentaires pour produire à un coût réduit des informations pertinentes par rapport aux questions posées à l'observatoire ;
- une fonction d'étude — en direct ou par le biais du recours à l'expertise — sur des dossiers stratégiques pour la région ;
- une fonction d'animation de la réflexion collective et de diffusion de l'information de manière à élaborer un cadre de référence concerté sur les options de développement agricole pour la région.

LES OPERATIONS IDENTIFIEES

Liste des opération identifiées

Renforcement des acteurs

- 1- Renforcement des organisations féminines et construction des actions par les organisations féminines
- 2- Renforcement des organisations de type filière
- 3- Renforcement des capacités des techniciens, chercheurs et responsables d'organisations paysannes en matière de méthodes d'approche de l'exploitation agricole

Fonds d'appui au développement

Etudes et préparation de projets

- 4- Caractérisation du verger pérenne en terme de production et de qualité des produits
- 5- Caractérisation des exploitations agricoles et des types de caféiculture pratiquées en termes de production et de qualité des produits

Recherche-développement

- 6- Dispositif d'élaboration de références technico-économiques en conditions paysannes sur les systèmes d'exploitation agricole correspondant à la diversité des conditions locales
- 7- Références technico-économiques pour la maîtrise des qualités des cafés
- 8- Mise au point de matériels et de référentiels technico-économiques adaptés pour l'amélioration des opérations de transformation des noix de palme

Développement agricole

- 9- Amélioration de la productivité des différents types de caféières
- 11- Amélioration des qualités des cafés
- 10- Amélioration de la conservation des noix de kola
- 12- Opération d'amélioration de la productivité des systèmes de culture vivriers
- 13- Renforcement des capacités délocalisées de multiplication et de diffusion de matériel végétal sélectionné pour les cultures pérennes
- 14- Renforcement des capacités de multiplication et de diffusion de semences pour les cultures annuelles par les réseaux de paysans semenciers
- 15- Renforcement des capacités des acteurs économiques amont et aval pour favoriser l'innovation technique
- 16- Diffusion de matériels adaptés pour l'amélioration de la transformation des noix de palme

Renforcement des acteurs

Opération 1. Renforcement des organisations féminines

Résultats attendus	Les organisations féminines sont structurées et renforcées aux différents échelons : groupements et unions (à créer)
Activités proposées	<p>Identification des groupements en émergence en valorisant les connaissances des différents opérateurs locaux (Snprv, projets, organisations paysannes, Cra-Gf, Pasal...)</p> <p>Développement des capacités des groupements par l'alphabetisation fonctionnelle des responsables et des membres des groupements</p> <p>Mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation des actions engagées</p>
Indicateurs	<p>Les groupements sont identifiés, recensés et caractérisés de manière détaillée en terme d'activités et de potentiel</p> <p>Le dispositif de suivi et d'évaluation est mis en place</p> <p>Les activités d'alphabetisation sont conduites au niveau des groupes les plus engagés dans l'action collective</p> <p>Les groupements et unions sont en mesure de fonctionner de manière satisfaisante</p> <p>Les groupements et unions accroissent leur autonomie</p> <p>Les groupements et unions diversifient leur partenariat</p>

Opération 2. Construction des actions par les organisations féminines

Résultats attendus	<p>Des actions de développement sont conçues et proposées à financement dans le cadre du Pda-Gf par des organisations féminines</p> <p>La productivité des activités contrôlées par les femmes est améliorée</p> <p>La pénibilité de certaines opérations contrôlées par les femmes est diminuée</p> <p>Les revenus monétaires des femmes sont améliorés</p> <p>La disponibilités alimentaires sont mieux réparties au cours de l'année</p> <p>Les disponibilités protéiques au niveau de la famille sont accrues</p>
Activités proposées	<p>Animation et formation permettant aux groupements de formuler et proposer des projets dans le cadre du dispositif Pda-Gf</p> <p>Mise en place d'un dispositif de suivi – évaluation</p>
Indicateurs	<p>Des activités d'animation et de formation sont conduites dans les groupements féminins identifiés et ayant développé des capacités par l'alphabetisation</p> <p>Des projets de développement sont formulés par les groupes ayant bénéficié des formations</p> <p>Les projets sont mis en œuvre et les résultats sont identifiables (suivi-évaluation)</p>

Opération 3. Renforcement de la structuration des organisations de type filière

Résultats attendus

Les organisations sur des filières émergentes sont structurées et renforcées aux différents échelons : groupements, unions, fédérations. Elles apparaissent progressivement comme interlocuteurs légitimes des autres acteurs et des pouvoirs publics dans les débats de politique sectorielle.

Les producteurs bénéficient de prix plus avantageux pour les ventes de produits et les achats d'intrants.

Les responsables d'organisations paysannes élaborent et mettent en œuvre des services techniques qui répondent aux contraintes de la filière et aux besoins de leurs membres tout en correspondant à leur niveau de compétence et de savoir-faire.

Les unions et les fédérations acquièrent progressivement des compétences de maîtrise d'œuvre d'actions de développement

Activités proposées

Identification des groupements en émergence en appuyant les dynamiques portées par les différents opérateurs locaux (Snprv, projets, organisations paysannes, Cra-Gf, Pasal....)

Développement des capacités des groupements par l'alphabétisation fonctionnelle des responsables et des membres des groupements

Les filières concernées sont le riz, les bananes et plantains, le palmier à huile et l'élevage

Formation différenciée des leaders des unions, des fédérations, des groupements à l'analyse technique et économiques des filières.

Appui institutionnel aux unions et fédérations (procédures de décision et de gestion, affiliation des membres...)

Incitation à la concertation entre fédérations : voyages d'études, échanges et formations communes

Mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation des actions engagées

Indicateurs

Les groupements sont identifiés, recensés et caractérisés de manière détaillée en terme d'activités et de potentiel de développement sur les différentes filières

Le dispositif de suivi et d'évaluation est mis en place

Les activités d'alphabétisation sont conduites au niveau des groupes les plus engagés dans l'action collective

Les formations des leaders sont réalisées et des échanges sont organisés entre les organisations

Nombre, nature et qualité des contrats passés avec les autres acteurs de la filières

Nombre, nature et qualité des services fournis aux membres par leurs organisations

Evolution du nombre de groupements, d'unions et de fédérations et nombre de membres

Opération 4. Renforcement des capacités des techniciens, chercheurs et responsables d'organisations paysannes en matière de méthodes d'approche de l'exploitation agricole

Résultats attendus	<p>Les capacités d'analyse et d'intervention des acteurs (chercheurs, techniciens et responsables d'organisations paysannes) sont renforcées en matière d'approche de l'exploitation agricole</p> <p>Des outils opérationnels sont mis en place et appropriés par les acteurs pour l'analyse et le diagnostic systémique à différentes échelles : parcelle, système de culture, exploitation agricole et terroir</p>
Activités proposées	<p>Mise au point des outils et formation des agents sur la base d'études de situations concrètes</p> <p>Organisation de formations en relation avec la dynamique d'avancement du projet</p>
Indicateurs	<p>Les outils et méthodes sont produits</p> <p>Les sessions de formation sont organisées</p> <p>Les agents maîtrisent les concepts et les outils opérationnels</p>

Fonds d'appui au développement agricole

Fonds d'études et de préparation de projets

Opération 5. Caractérisation du verger caféier, cacaoyer et kolatier en terme de production et de qualité des produits

Résultats attendus	<p>Les principales caractéristiques des vergers à base de caféiers sont identifiées en fonction des critères de productivité et de qualité des produits</p> <p>Des critères simples permettant de caractériser les vergers à base de caféier en terme de performances et de potentiel d'amélioration quantitative et qualitative sont disponibles</p>
Activités proposées	<p>Concertation entre l'Irag, le Snprv et la Fnpcg avec un appui du Cirad-Cp</p> <p>Définition d'un cahier des charges</p> <p>Etude de caractérisation des vergers à base de caféier</p> <p>Présentation et discussion des résultats</p> <p>Préparation de supports et documents didactiques permettant une large diffusion des informations</p> <p>Réalisation de la diffusion de l'information</p>
Indicateurs	<p>La concertation est réalisée et un cahier des charges est défini qui fixe les résultats et les méthodes</p> <p>L'étude est menée à son terme</p> <p>Les résultats sont présentés et discutés avec les producteurs</p> <p>Les supports didactiques sont préparés</p> <p>La diffusion de l'information est réalisée et les résultats en sont appropriés par les destinataires</p>

Opération 6. Caractérisation des exploitations agricoles et des types de caféiculture pratiquées en terme de production et de qualité des produits

Résultats attendus	<p>Les principaux systèmes de production à base de caféiers sont identifiés</p> <p>Les performances agronomiques – production et qualité du café - et économiques de ces systèmes sont connues dans les différentes zones d'intervention de la Fnpcg selon les types d'exploitations agricoles</p> <p>Des critères simples permettant de caractériser les systèmes de production à base caféier en terme de performances et de potentiel d'amélioration quantitative et qualitative sont disponibles</p>
Activités proposées	<p>Concertation entre l'Irag, le Snprv et la Fnpcg avec un appui du Cirad-Cp</p> <p>Définition d'un cahier des charges</p> <p>Etude des systèmes de production à base de caféier y compris les autres pérennes associées (cacaoyer et Kolatier) en prenant en compte les différents types d'exploitation agricole</p> <p>Présentation et discussion des résultats</p> <p>Préparation de supports et documents didactiques permettant une large diffusion des informations</p> <p>Réalisation de la diffusion de l'information</p>
Indicateurs	<p>La concertation est réalisée et un cahier des charges est défini qui fixe les résultats et les méthodes</p> <p>L'étude est menée à son terme</p> <p>Les résultats sont présentés et discutés avec les producteurs</p> <p>Les supports didactiques sont préparés</p> <p>La diffusion de l'information est réalisée</p>

Fonds recherche-développement
Référentiels technico-économiques localisés

Opération 7. Dispositif d'élaboration de références technico-économiques en conditions paysannes sur les systèmes d'exploitation agricole correspondant à la diversité des conditions locales.

Résultats attendus	<p>Des recommandations technico-économiques prenant en compte l'ensemble de l'exploitation agricole et la diversité des situations sont produites.</p> <p>Les compétences méthodologiques et opérationnelles des différents acteurs sont renforcées en matière de production et d'usage de références technico-économiques adaptées.</p> <p>Des clés de lecture simples pour caractériser les systèmes et les pistes d'amélioration sont produites pour permettre l'utilisation de ces références par les techniciens</p> <p>Le dispositif de recherche en milieu paysan devient le lieu d'un processus permanent de dialogue « recherche – organisations paysannes – vulgarisation » autour de la recherche de références technico-économiques prenant en compte l'exploitation agricole</p>
---------------------------	---

Activités proposées	<p>Renforcement du dispositif Irag de recherche en milieu paysan en élargissant ses capacités d'intervention à l'échelle de la Guinée forestière en contrat avec les acteurs de la profession agricole</p> <p>Validation des transects proposés et ajustements éventuels, choix des villages et des exploitations retenues</p> <p>Définition d'un cahier des charges qui viendrait compléter progressivement les thèmes techniques identifiés (cf. supra)</p> <p>Caractérisation des différents types de systèmes de production dans lesquels les productions concernées sont insérées, et des types d'exploitations agricoles concernées</p> <p>Identification des références techniques et économiques disponibles à court terme (pratiques paysannes innovantes et résultats de la recherche) et mise en place d'essais simples (proposition d'innovation quelle que soit son origine / pratique paysanne courante) chez certains paysans des différents dispositifs Irag (cf supra dans un premier temps)</p> <p>Discussion des résultats avec les organisations paysannes, formation sur cette base des paysans et des techniciens</p> <p>Visites et échanges organisés et structurés autour du dispositif</p> <p>Elaboration de documents synthétiques didactiques facilitant l'accès à l'information technique et économique</p> <p>Développement de collaborations sur ces thèmes entre les organismes intéressés : Soguipah pour les bas-fonds, unions de producteurs,</p>
Indicateurs	<p>Dispositifs créés et fonctionnels</p> <p>Nombre et résultats des sessions de travail de l'équipe assurant la maîtrise d'œuvre de l'action</p> <p>Nombre et résultats d'enquêtes - entretiens - inventaires par zone et thème</p> <p>Nombre et résultats qualitatifs des sessions de formation</p> <p>Nombre et qualité des documents synthétiques d'information technico-économique produits</p> <p>Qualité de l'information transmise au niveau des organisations paysannes</p> <p>Appréciation des innovations diffusées (impact qualitatif et quantitatif)</p> <p>Développement de capacités de réflexion en matière de référentiels techniques au niveau des organisations paysannes</p>

DESCRIPTIF SYNTHETIQUE

Les propositions suivantes s'appuient sur les acquis de l'Irag (Cras de Sérédou) en matière de recherche en milieu paysan. Ces propositions répondent au double souci de couverture de la diversité géographique et socio-économique de la Guinée forestière et de limitation des coûts du dispositif.

Sur la base du zonage effectué (première phase), il est proposé de créer un dispositif de recherche en milieu paysan sur la base d'exploitations de références / paysans expérimentateurs dans les différentes situations identifiées. Les zones identifiées seraient organisées selon six transects (dont celui de l'Irag qui est déjà opérationnel) de la manière

suivante :

- Macenta – Binikala – Bofossou : café, bas-fonds, légumineuses et céréales ;
- Kpala – Womey – Gouécké : café, bananiers et vivriers ;
- Kokota – Gama : café, manioc, céréales ;
- Koyama – Banakama : café, cacao, cola ;
- Diécké: bas-fonds et vivriers ;
- Gbotoye – Nzérékoré – Oueta (Pes et réseau de paysans expérimentateurs Irag, pour mémoire).

Les expérimentations seront conduites directement en exploitations familiales par des paysans (nes) expérimentateurs (trices) et les thèmes abordés seront les suivants :

- associations pérennes et vivriers en phase d'installation des plantations pérennes ;
- associations pérennes sur des plantations existantes d'âges variables ;
- cultures vivrières non associées aux pérennes (y compris expérimentations sur bas fonds / terroirs).

A ces expérimentations seront couplées des analyses sur l'évolution de la fertilité des parcelles.

Les techniques mises en test seront les suivantes, dans une première étape :

- poursuite des expérimentations sur la mise en place du puéraria ;
- mise en culture après puéraria : manioc, riz, plantations pérennes... ;
- variétés précoces de riz (riz « Rentrée scolaire ») ;
- variétés de manioc tolérantes à la mosaïque ;
- variétés de maïs ;
- variétés de niébé et d'arachide selon les zones ;
- variétés de riz de bas fonds ;
- influence de différents modes de conduite de la caféière ;
- techniques de taille sur replantation et dans le verger traditionnel, dans le but de favoriser l'émission de bois fructifère ;
- influence de l'ombrage et associations pérennes à base de fruitiers ou espèces forestières
- poursuite des expérimentations sur la couverture du sol par des légumineuses pérennes (*Arachis pintoï*, *desmodium* sp.) pour limiter les travaux d'entretien ;

Installation de caféiers sur jachère avec des vivriers intercalés ;

- contrôle des adventices par la culture de vivriers en année de recépage ;
- évaluation de nouvelles créations variétales dans différents contextes de production (café, cacao, cola...).

Le dispositif comprendra 50 exploitations par transect, définies de manière à couvrir la diversité des situations agro-écologiques et socio-économiques : 3 types d'exploitations et 4 situations agro-écologiques transect soit 12 exploitations, deux grands thèmes concernant les cultures pérennes soit 24 exploitations et autant pour les cultures vivrières.

Opération 8.	Elaboration de références technico-économiques pour la maîtrise des qualités des cafés
Résultats attendus	<p>Référentiels technico-économiques différenciés selon les qualités de café en fonction zones identifiées par l'opération de caractérisation de la caféière</p> <p>Conditions de mise en œuvre de l'opération</p> <p>Les opérations de caractérisations (i) des exploitations agricoles (ii) du verger de cultures pérennes sont réalisées</p>
Activités proposées	<p>Concertation entre les acteurs sous la responsabilité de la Fnpcg</p> <p>Elaboration d'un cahier des charges</p> <p>Analyse des pratiques concourant à la formation de la qualité du café depuis la récolte jusqu'à la mise en marché</p> <p>Mobilisation de compétences nécessaires à l'analyse de la qualité</p> <p>Elaboration de référentiels technico-économiques adaptés aux différentes qualités recherchées</p> <p>Elaboration de fiches techniques et recommandations devant servir à la diffusion de l'information selon les qualités recherchées</p> <p>Mise en place de filières différenciées par la Fédération</p>
Indicateurs	<p>Tenue et résultats des réunions de concertation</p> <p>Définition du cahier des charges entre la Fnpcg et l'Irag</p> <p>Production de références technico-économiques disponibles au niveau de la Fnpcg</p> <p>Mise en place effective des filières différenciées sur les qualités</p>
Opération 9.	Mise au point de matériels adaptés pour l'amélioration des opérations de transformation des noix de palme
Résultats attendus	<p>Des équipements adaptés et fiables améliorant la productivité de la transformation des noix de palme et en diminuant la pénibilité sont disponibles pour la diffusion</p>
Activités proposées	<p>Réaliser un bilan diagnostic rapide des expériences de diffusion de matériels en Guinée afin d'en tirer les enseignements</p> <p>Identification des groupements féminins ou des individus intéressés pour participer à l'expérimentation</p> <p>Mise en test des matériels mis au point au niveau de la sous région (Afrique de l'Ouest et du centre) et réalisation d'un suivi technico-économique par la recherche</p> <p>Définition de références technico-économiques permettant d'envisager une large diffusion de ces matériels</p>
Indicateurs	<p>Disponibilité d'un bilan des expériences en matière de diffusion des techniques améliorées d'extraction d'huile de palme</p> <p>Groupements féminins ou individus identifiés</p> <p>Références technico-économiques disponibles</p>

Fonds développement agricole

Opération 10.	Amélioration de la productivité des différents types de caféière
Résultats attendus	<p>La productivité des différents types de caféière est améliorée de manière progressive selon les zones couvertes par la Fnpcg</p> <p>Condition de mise en œuvre de l'opération</p> <p>Les référentiels techniques différenciés ont été produits par l'opération n°7</p>
Activités proposées	<p>Formation des animateurs Fnpcg et des agents Snprv sur la maîtrise des référentiels techniques différenciés</p> <p>Etablissement d'un dispositif de suivi des performances des différents types de caféières au niveau de la Fnpcg</p> <p>Diffusion de l'information technico-économique sous la responsabilité de la Fnpcg</p> <p>Mise en place des moyens nécessaires à l'amélioration de la productivité : crédit, amélioration de l'accès au matériel végétal amélioré et aux intrants sous la responsabilité de la Fnpcg</p>
Indicateurs	<p>Les zones d'intervention pour l'amélioration de la productivité des caféières sont identifiées par la Fnpcg</p> <p>Les animateurs et responsables Fnpcg ainsi que les techniciens et agents du Snprv sont formés</p> <p>Les informations technico-économiques sont diffusées</p> <p>Les conditions d'amélioration de la productivité sont réunies au niveau des Maisons des planteurs</p> <p>Les suivis d'exploitation indiquent une amélioration de la productivité des caféières</p> <p>Les responsables de zones de la Fnpcg sont en mesure de rendre compte d'une augmentation de la production dans leur zone d'action</p>
Opération 11.	Amélioration des qualités des cafés de Guinée
Résultats attendus	<p>Des filières de qualités différenciées sont mises en place par la Fnpcg en fonction des zones et du potentiel de caféiculteurs engagés</p> <p>Condition de mise en œuvre de l'opération : les résultats des opérations 5 et 6 « Caractérisation des vergers caféiers et des exploitations » sont disponibles sous une forme opérationnelle au niveau de la Fnpcg</p>
Activités proposées	<p>Formation des animateurs Fnpcg et des agents Snprv</p> <p>Etablissement d'un dispositif de suivi des qualités et des producteurs au niveau de la Fnpcg</p> <p>Diffusion de l'information technico-économique</p> <p>Appui au renforcement des capacités de négociation de la Fnpcg sur les filières « qualité »</p> <p>Mise en place des moyens nécessaires à l'amélioration de la productivité : crédit, amélioration de l'accès au matériel végétal amélioré, amélioration individuelle et collective des conditions de séchage, traitement et stockage de la production de qualité et aux intrants</p>

Indicateurs	<p>Les zones d'intervention et les producteurs s'engageant dans l'amélioration des qualités des cafés sont identifiées par la Fnpcg</p> <p>Les animateurs et responsables Fnpcg ainsi que les techniciens et agents du Snprv sont formés sur les référentiels permettant d'améliorer les qualités des cafés</p> <p>Les informations technico-économiques sont diffusées au niveau des acteurs concernés</p> <p>Les conditions d'amélioration des qualités des cafés sont réunies au niveau des maisons des planteurs ou mises en place par les opérateurs choisis sous la responsabilité de la Fnpcg</p>
--------------------	--

Opération 12. Amélioration de la conservation des noix de kola

Résultats attendus	<p>La productivité de l'exploitation des kolatiers est améliorée selon les zones de plus forte production couvertes par la Fnpcg par une meilleure maîtrise de la conservation par les planteurs</p> <p>Les producteurs peuvent vendre la kola à un meilleur prix aux moments de pénurie sur le marché</p> <p>La Fnpcg garantit un conseil technique et la disponibilité de produits de traitement appropriés permettant de réaliser cette opération</p>
Activités proposées	<p>Définition par la recherche des conditions techniques et socio-économiques de conservation de la kola chez les planteurs</p> <p>Formation des animateurs Fnpcg et des agents Snprv</p> <p>Etablissement d'un dispositif de suivi des performances au niveau de la Fnpcg</p> <p>Diffusion de l'information technico-économique</p> <p>Mise en place des moyens nécessaires à l'amélioration de la conservation de la kola : disponibilité des produits de traitement au niveau des maisons de planteurs, matériel de stockage...</p>
Indicateurs	<p>Les zones d'intervention pour l'amélioration de la conservation des noix de kola sont définies par la Fnpcg</p> <p>Le dispositif de suivi est mis en place au niveau de la Fnpcg</p> <p>Les animateurs et responsables Fnpcg ainsi que les techniciens et agents du Snprv sont formés</p> <p>Les informations technico-économiques sont diffusées</p> <p>La disponibilité des produits de traitement est effective au niveau des Maisons des planteurs</p> <p>Le suivi montre une amélioration des prix de vente de la kola par les planteurs</p>

Opération 13. Opération d'amélioration de la productivité des systèmes de culture vivriers

Résultats attendus	<p>La productivité des cultures systèmes de culture vivriers est améliorée de manière progressive selon les zones couvertes par les organisations paysannes</p> <p>Condition de mise en œuvre de l'opération</p> <p>Les référentiels techniques différenciés ont été produits par l'opération n°7</p>
Activités proposées	<p>Formation des animateurs et responsables d'organisations paysannes, des responsables des organisations féminines, des agents Snprv sur la maîtrise des référentiels techniques différenciés</p> <p>Etablissement d'un dispositif de suivi des performances des différents types de systèmes de cultures</p> <p>Diffusion de l'information technico-économique sous la responsabilité des organisations paysannes</p> <p>Mise en place des moyens nécessaires à l'amélioration de la productivité : crédit, amélioration de l'accès au matériel végétal amélioré et aux intrants sous la responsabilité des organisations paysannes concernées</p>
Indicateurs	<p>Les zones d'intervention pour l'amélioration de la productivité des caféières sont identifiées par les organisations paysannes</p> <p>Les animateurs et responsables des organisations paysannes et féminines, les techniciens et agents du Snprv sont formés</p> <p>Les informations technico-économiques sont diffusées</p> <p>Les conditions d'amélioration de la productivité sont réunies au niveau des Maisons des planteurs</p> <p>Les suivis d'exploitation indiquent une amélioration de la productivité des cultures vivrières</p> <p>Les responsables des organisations paysannes et féminines sont en mesure de rendre compte des améliorations dans leur zone d'action</p>

Opération 14. Renforcement des capacités délocalisées de multiplication et de diffusion de matériel végétal sélectionné et diversifié en cultures pérennes

Résultats attendus	<p>L'outil technique de production de matériel végétal amélioré café – Cpmv de Macenta et de Nzérékoré - est conforté et ses rôles progressivement redéfinis durant le projet (cf. texte)</p> <p>La Fnpcg prend la responsabilité des Cpmv de manière transitoire et au cours des trois ans les relations entre les Cpmv et la Fnpcg devront être définies de manière précise (cf. texte)</p> <p>Un réseau de paysans pépiniéristes professionnels est progressivement créé en fonction des zones de forte demande en matériel végétal sélectionné et éloignées (distance ou accessibilité) des Cpmv</p> <p>Les espèces proposées dans les Cpmv et au niveau des pépiniéristes professionnels sont diversifiées pour tenir compte des besoins exprimés : espèces fruitières, banane douce et plantain, espèces agroforestières [en relation avec le Centre forestier], poivre, kani...</p>
---------------------------	--

Activités proposées	<p>La Fnpcg s'implique fortement dès 2001 en appui aux Cpmv – dont elle assure la responsabilité à compter du 1^{er} avril 2001 – en matière de diffusion du matériel végétal sélectionné</p> <p>Le personnel du Cpmv est placé sous la responsabilité directe de la Fnpcg</p> <p>La Fnpcg identifie des candidats souhaitant se spécialiser en production de matériel végétal sélectionné</p> <p>Les pépiniéristes sont formés par le Cpmv et l'Irag aux techniques de conduite des parcs à bois et de multiplication végétative sur les Cpmv.</p> <p>Les pépiniéristes sont formés par la Mre à la gestion technique et économique d'une unité de multiplication.</p> <p>L'installation des pépiniéristes sélectionnés et agréés par la Fnpcg fait l'objet d'un projet d'appui à l'installation dans le cadre des procédures Pda-Gf pour la création des unités de multiplication</p> <p>Un appui technique et un contrôle de qualité sont assurés par les Cpmv et l'Irag.</p>
Indicateurs	<p>Les demandes de plants de café sélectionnés recensées par la Fédération sont satisfaites dans les délais requis compte tenu du calendrier de plantation</p> <p>Les fonctions du Cpmv sont effectivement redéfinies à l'issue des trois ans</p> <p>Les pépiniéristes privés sont sélectionnés</p> <p>Les pépiniéristes privés sont formés</p> <p>Les pépiniéristes privés sont installés</p> <p>Les pépiniéristes privés approvisionnent leur zone</p> <p>Les espèces disponibles au niveau des Cpmv et des pépiniéristes privés sont diversifiées</p>

Opération 15.	<p>Renforcement des capacités de multiplication et de diffusion de matériel végétal de cultures vivrières par les réseaux de paysans multiplicateurs</p>
Résultats attendus	<p><i>Il s'agit d'un développement des capacités de production paysannes raisonné en fonction de l'émergence de demandes spécifiques soutenues par les organisations de producteurs (quelle que soit la filière). La production de semences serait cependant une activité conduite de manière individuelle, les organisations mobilisant les compétences utiles et créant les conditions pour que les producteurs développent ces productions avec l'appui de l'Irag et du Snprv.</i></p> <p>Du matériel végétal (semences, boutures...) de cultures vivrières de « qualité acceptable », selon la terminologie Adrao, sont disponibles sur l'ensemble de la Guinée forestière à travers un réseau de paysans multiplicateurs</p> <p>Les semences de riz de coteau et de bas fonds de « qualité acceptable » disponibles au niveau de la recherche en semences de pré-base sont produites :</p> <ul style="list-style-type: none"> – à partir des variétés locales travaillées par l'Irag et parfaitement adaptées à des conditions de légère intensification – à partir des introductions qui ont donné de bons résultats (sécurité de rendement et niveau de productivité) dans les essais de la recherche et sur les réseaux de paysans expérimentateurs <p>Des semences de niébé de longueurs de cycles contrastées et résistantes aux contraintes phytosanitaires de la Guinée forestière sont disponibles</p> <p>Des semences d'arachide (résistantes à la rosette, dormantes...) sont disponibles</p> <p>Des boutures de manioc (résistantes à la mosaïque...) sont disponibles</p>

Activités proposées	<p>Développement des activités de production de matériel végétal par des paysans multiplicateurs à partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des dynamiques portées par les organisations paysannes ; – des actions de recherche conduites en milieu paysan par les dispositifs Irag ou les extensions prévues dans le cadre du Pda-Gf <p>L'Irag et le Snprv sont mobilisés pour fournir les appuis techniques nécessaires</p> <p>L'Irag fournit et garantit un matériel végétal de qualité comme base de la multiplication (cf document Irag 1997-1999)</p>
Indicateurs	<p>Nombre de paysans producteurs multiplicateurs installés</p> <p>Capacité de production et volume commercialisé, relations avec les maisons des planteurs</p> <p>Diversité des espèces et des variétés disponibles</p>

Opération 16. Renforcement des capacités des acteurs économiques amont et aval pour favoriser l'innovation technique

Résultats attendus	<p>Les maisons des planteurs sont construites de manière à couvrir la plus grande partie des zones de Guinée forestière quelle que soit l'organisation paysanne qui les sollicite sous réserve que les capacités de gestion et les modalités de mise en œuvre soient développées</p> <p>Dans certaines zones le maillage des maisons de planteurs est renforcé par des maisons de planteurs « relais » permettant de rapprocher les services des utilisateurs</p> <p>Les maisons de planteurs (quelle que soit l'organisation paysanne dont elles dépendent) sont capables de mettre à disposition les intrants et matériels adaptés permettant des gains de productivité sur les principales cultures de Guinée forestière</p> <p>Les maisons des planteurs développent des services adaptés aux moyens financiers des producteurs et productrices : mise en relation avec le Crg, développement de la location de matériels agricoles, lieu de disponibilité des informations techniques</p> <p>Les maisons de planteurs sont capables de négocier des contrats avec les commerçants fournisseurs en intrants et ont les moyens de les faire respecter</p> <p>Les maisons des planteurs possèdent une capacité d'accueil (bureaux et salle de réunion) pour organiser des rencontres avec les partenaires de la recherche et du développement avec comme finalité la formation et la diffusion d'informations</p>
Activités proposées	<p>En ce qui concerne les maisons de planteurs prévues et non encore construites au niveau de la Fnpcg, le déblocage des fonds prévus à cet effet sur les projets antérieurs pourrait être réalisé avant la mise en place des fonds Pda-Gf</p> <p>Le développement des infrastructures d'approvisionnement et de commercialisation (maisons des planteurs et magasins de stockage associés) est une action continue du projet qui accompagne le renforcement des capacités de prise en charge de ces infrastructures (ressources humaines et modalités de gestion) en fonction du développement des activités productives</p>
Indicateurs	<p>Nombre de maisons de planteurs (i) construites ; (ii) fonctionnelles ; (iii) présentant une large gamme de produits et de services</p> <p>Activités de diffusion de l'information</p> <p>Volume des activités commerciales</p>

Opération 17. Diffusion de matériels adaptés pour l'amélioration de la transformation des noix de palme

Résultats attendus	<i>Condition de mise en œuvre de l'opération</i>
	<i>Les référentiels technico-économiques ont été produits par l'opération n°9</i>
Activités proposées	Les matériels et les recommandations technico-économiques sont diffusés auprès des femmes productrices d'huile de palme en fonction de la dynamique de la demande
	La productivité du travail des femmes est améliorée
Indicateurs	Identification des acteurs porteurs de la demande
	Formation et appui technique
	Formation et appui en gestion
Indicateurs	Le nombre de matériels diffusés
	Le nombre de femmes concernées par matériel diffusé

BUDGETS

I. Budget du Pdagf

I.1. Synthèse des composantes

Rubriques et composantes	Année 1	Année 2	Année 3	Afd	Mae-Scac	Auto-fin.
				Total x 1000 FF		
A - Fonds d'appui au développement						
Formation animation et expertise initiale						
Sous-total	20	250	480	750		
Etudes et préparation de projets						
Sous-total	0	520	940	1 460		
Recherche-développement						
Sous-total	700	1 540	1 940	4 180		
Développement agricole						
Sous-total	4 173	4 483	3 966	12 622		122 (Fnpcg)
Equipement et aménagement						
Sous-total	320	1 180	1 388	2 888		63 (Fnpcg) 20+8 (Fnpcg + Cra)
Total composante A				21 900		
B - Dispositif d'intervention / renforcement des acteurs						
Renforcement des capacités du Caopa						
Sous-total	280	140	0	420	2325*	
Renforcement des capacités de la Fnpcg						
Sous-total	246	246	246	738		180 Etat Guinéen
Renforcement et service d'instruction Cra						
Sous-total	2 405	1 235	1 185	4 825		354 Cra
Cellule financière et suivi (Mae)						
Sous-total	440	420	820	1 680		72 Etat Guinéen
Total composante B				7 663		
C - Observatoire régional						
Observatoire						
Sous-total	440	1 470	1 320	3 230		
Total général				9 024 11 484 12 285 32 793		

*Hors investissements. Source : Promopa.

I. 2. Détail des composantes

Rubriques et composantes	Année 1	Année 2	Année 3	Afd	Mae-Scac	Auto-fin.
				Total x 1000 FF		
A - Fonds d'appui au développement						
Formation animation et expertise initiale						
Structuration organisations féminines	0	70	140	210		
Structuration nouvelles filières	0	70	140	210		
Formations à l'approche exploitation agricole	0	70	140	210		
FA Formations, animations, expertises à définir	20	40	60	120		
Sous-total	20	250	480	750		
Etudes et préparation de projets						
Actions portées par organisations féminines	0	100	200	300		
Actions de développement exploitations agricoles	0	100	200	300		
Actions durabilité terroirs	0	120	240	360		
PP - Autres actions à définir	0	200	300	500		
Sous-total	0	520	940	1 460		
Recherche-développement						
Référentiels technico-économiques localisés	200	400	500	1 100		
Recherche action sur les services et les filières	200	400	500	1 100		
Extension dispositif de recherche en milieu paysan	100	100	100	300		
Appuis scientifiques et techniques	200	440	440	1 080		
RD - Actions de R-D à définir		200	400	600		
Sous-total	700	1 540	1 940	4 180		
Développement agricole						
Diffusion de matériel vég. pérenne (Cpmv)	350	350	350	1 050		
Actions de développement café (qualité...)	1 433	1 433	656	3 522		122 Fnpcg
Appui aux pépinières privées de pérennes	300	300	300	900		
Diffusion de matériel végétal vivriers	120	150	150	420		
Développement presses à huile	120	240	240	600		
Formations et information / communication	140	210	70	420		
Organisation des producteurs et des filières	1 510	1 400	1 400	4 310		
DA Diffusion de techniques améliorées à définir	200	400	800	1 400		
Sous-total	4 173	4 483	3 966	12 622		
Equipement et aménagement						
Aménagements des terroirs	0	200	200	400		
Maisons des planteurs et communication	240	352	238	830		63 Fnpcg
Maison de l'agriculture, siège Fédération	80	228	150	458		8+20 (Fnpcg + Cra)
Magasins, bâtiments d'élevage	0	200	400	600		
EA Equipements et ouvrages à définir	0	200	400	600		
Sous-total	320	1 180	1 388	2 888		
Total composante A				21 900		

I. 2. Détail des composantes (suite)

Rubriques et composantes	Année 1	Année 2	Année 3	Afd	Mae-Scac	auto-finan.
				Total x1000 FF		
B - Dispositif d'intervention / renforcement des acteurs						
Renforcement des capacités du Caopa						
Personnel (5 formateurs...)	140	70	0	210	2325	
Equipement	140	70	0	210		
Sous-total	280	140	0	420		
Renforcement des capacités de la Fnpcg						
Cadres techniques	30	30	30	90	180 Etat guinéen	
Cellule Agronomie et Recherche - développement	108	108	108	324		
Cellule économie et montage de projets	108	108	108	324		
Sous-total	246	246	246	738		
Renforcement et service d'instruction Cra						
Etudes préparatoires pour montage dispositif	250	150	100	500	354 Cra	
Elaboration procédures et règles de financement	120	70	70	260		
Mise en œuvre du service instructeur	2 000	1 000	1 000	4 000		
Secrétariat et fonctionnement du comité régional	35	15	15	65		
Fonctionnement Cra						
Sous-total	2 405	1 235	1 185	4 825		
Cellule financière et suivi (Mae)						
Cellule financière	40	20	20	80	72 Etat guinéen	
Cabinet d'audit	200	200	200	600		
Evaluations et audits	100	100	300	500		
Suivi par le Bcepa	100	100	300	500		
Sous-total	440	420	820	1 680		
Total composante B				7 663		
C - Observatoire régional						
Observatoire						
Etudes préparatoires	300	150	0	450		
Mise en place et fonctionnement du Forum	70	50	50	170		
Formations et échanges	0	200	200	400		
Documentation et systèmes d'information	70	70	70	210		
Unité opérationnelle	0	1 000	1 000	2 000		
Sous-total	440	1 470	1 320	3 230		
Total général				9 024	11 484	12 285
				32 793		

II. Budgets fournis par la Fnpcg

II.1. Budget de fonctionnement

	Nbre	Coût mensuel	Coût annuel	Subvention	Auto Financement
1- Coûts salariaux annuels			192 420 000	161 940 000	30 480 000
Conseillers Fnpcg (1)	3	600 000	21 600 000	21 600 000	
Conseillers en gestion (2)	7	530 000	44 520 000	44 520 000	
Animateurs ruraux (3)	14	425 000	71 400 000	71 400 000	
Secrétaire	1	250 000	3 000 000	3 000 000	
Comptable	1	335 000	4 020 000	4 020 000	
Aide comptable	1	250 000	3 000 000	3 000 000	
Primes					
Responsable de zone	145	10 000	17 400 000		17 400 000
Responsable Uppc	21	40 000	10 080 000		10 080 000
Responsable Fnpcg	5	50 000	3 000 000		3 000 000
Chauffeur	3	250 000	9 000 000	9 000 000	
Gardiens	3	150 000	5 400 000	5 400 000	
2- Fonctionnement vélos	145	3 000	5 220 000	5 220 000	
3- Fonctionnement motos (4)	43	240 000	123 840 000	123 840 000	
4- Fonctionnement voitures	3	750 000	27 000 000	27 000 000	
5- Téléphone, internet			7 800 000	7 800 000	
Lignes nationales	1	200 000	2 400 000	2 400 000	
Lignes internationale	1	400 000	4 800 000	4 800 000	
Internet	1	50 000	600 000	600 000	
6- Activités				37 986 000	400 000
Réunions Maison Planteurs			6 336 000	6 336 000	
Réunions Uppc-rz			1 980 000	1 980 000	
Réunions Fnpcg-Uppc			1 520 000	1 520 000	
Journées de réflexion			2 400 000	2 400 000	
Conseil d'administration			400 000		400 000
Comité de gestion			2 500 000	2 500 000	
Voyages d'études					
Visites inter groupements					
Missions intérieures			7 000 000	7 000 000	
Missions extérieur					
Fouritures de bureau			4 750 000	4 750 000	
Entretien matériel			1 500 000	1 500 000	
Services extérieurs			10 000 000	10 000 000	
Location Mp					
Total Général				363 786 000	30 880 000

II.2. Budget d'investissement

Rubriques	Qté	P.U.	Montant	Subvention	Auto Financement
1- Maisons de planteurs (Mp)			114 800 000	99 000 000	15 800 000
MP Préfectorales	2	20 000 000	40 000 000	36 000 000	4 000 000
MP S/Préfectorales	5	11 000 000	55 000 000	45 000 000	10 000 000
MP relais	3	6 600 000	19 800 000	18 000 000	1 800 000
2- Siège fédération	1	20 000 000	20 000 000	18 000 000	2 000 000
3- Moyens logistiques			335 275 000	335 275 000	
Vélos	145	195 000	28 275 000	28 275 000	
Motos	43	4 000 000	172 000 000	172 000 000	
Véhicules	3	45 000 000	135 000 000	135 000 000	
4- Moyens de communications			42 550 000	42 550 000	
Téléphone national	1	150 000	150 000	150 000	
Téléphone international	1	600 000	600 000	600 000	
Radio	9	4 200 000	37 800 000	37 800 000	
Fréquence Redevance	1	4 000 000	4 000 000	4 000 000	
5- Matériel informatique			10 500 000	10 500 000	
Ordinateur, imprimante	3	3 500 000	10 500 000	10 500 000	
Total investissement			523 125 000	505 325 000	17 800 000

Détail des investissements Mp

Maisons des planteurs (P)	Yomou	Guéckédou	(Kissidougou)	
	<i>Deux à construire dans les trois ans de la phase 1</i>			
Maisons des planteurs (Sp)	Lola (2)	Gueckedou (2)	Macenta (1)	Phase 1
	Gueckedou (3)			Phase 2
Maisons des planteurs (relais)	Sérédou (1)	Macenta (1)	Bolana (1)	

II. 3. Budget fourni par le Caopa Guinée forestière

N°	Rubriques	Coût		Financement	Pdagf
		Mensuel	Total	Fac	
Fonctionnement					
1	Personnel		141 639 000	116 139 000	25 500 000
2	Formation producteurs				
	21- séjour		15 000 000	9 642 857	5 357 143
	22- transport		4 000 000	2 571 429	1 428 571
3	Alpha		3 500 000	2 250 000	1 250 000
4	Voyages d'études		1 500 000	964 286	535 714
5	Formation formateurs		20 000 000	17 000 000	3 000 000
6	Production documents		8 500 000	5 464 286	3 035 714
7	Fonctionnement		60 090 000	45 665 000	14 425 000
	72- Entretien bâtiments		1 700 000	1 700 000	
	73- Fonct. Véhicules		25 050 000	22 532 143	2 517 857
	Véhicule chef de centre (250 FG x 3000km)	750 000	9 000 000	9 000 000	
	Véhicule AT (250 x 3000 km/mois)	750 000	9 000 000	9 000 000	
	Véhicule formation (235 FG x 2500 km/mois)	587 500	7 050 000	4 532 143	2 517 857
	74- Motos (200 FG x 1200 km/mois)	240 000	3 840 000	2 468 571	1 371 429
	75- Groupes		10 000 000	6 428 571	3 571 429
	76- Fournitures bureau		12 000 000	7 714 286	4 285 714
	77- TFSE		7 500 000	4 821 429	2 678 571
	78- Missions		8 000 000	5 333 333	2 666 667
Totaux .			262 229 000	205 030 190	57 198 810
Investissement		Qté	Montant		Total
	Motos	5	4 800 000		24 000 000
	Matériel de reprographie	1	12 000 000		12 000 000
Total investissement					36 000 000
Total Caopa					93 198 810

Le coût à financer par le Pdagf correspond à 5 formateurs supplémentaires

Soit en tenant compte des investissements qui seraient à réaliser en année 1 une répartition qui serait la suivante

	Année 1	Année 2	Année 3	
Investissements	36000	0	0	
fonctionnement	19100	19100	19100	
Total (unité 1000 Fg)	55100	19100	19100	93300
Unité 1000 FF	220,4	76,4	76,4	373,2

II.4. Prestations de personnel du Caopa

Libellé	Qté	Montant	Total
Chef de centre	1	1 500 000	1 500 000
Cadres de conception	2	700 000	1 400 000
Formateurs	14	425 000	5 950 000
Comptable logisticien	1	335 000	335 000
Secrétaire	1	280 000	280 000
Chauffeurs	3	270 000	810 000
Gardiens	4	135 000	540 000
Agent de maintenance	1	150 000	150 000
Sous-total			10 965 000
Frais de gestion (5%)			548 250
Mission d'appui opérateur	2	145 000	290 000
Total			11 803 250

Formateurs : 2 par préfecture

III. Budget fourni par la chambre régionale d'agriculture de Guinée forestière

I.1. Budget de fonctionnement

Rubrique	Subvention	Autofinancement
Coûts salariaux annuels		
Administrateur Cra-Gf	7.200.000	
Antennes Préfecture	14.000.000	
Secrétaire Cra-Gf	3.000.000	
Comptable	3.600.000	
Chauffeur	2.400.000	
Gardien	1.800.000	
Primes		
Représentants villageois	-	72.000.000
Représentants sous préfecture	14.400.000	9.600.000
Représentants préfectoraux	4.800.000	2.400.000
Responsables bureau régional	2.400.000	2.400.000
Fonctionnement motos	92.160.000	
Fonctionnement voiture	12.000.000	
Loyer du bureau provisoire	1.800.000	
Téléphone, internet		
Lignes nationales	2.400.000	
Lignes internationales	4.800.000	
Internet	1.200.000	
Activités		
Assemblées consulaires	3.500.000	500.000
Réunions bureau régional	1.000.000	200.000
Voyages d'étude	9.500.000	500.000
Visites de suivi	24.000.000	1.000.000
Missions intérieures	5.000.000	-
Missions extérieures	10.000.000	
Fourniture de bureau	5.000.000	
Entretien matériel	1.500.000	
	287.460.000	88.600.000

I.2. Budget d'investissement

Investissements : bureau régional (N'zérékoré)

Rubriques	Quantité	P.U.	Montant	Subventions	Autofinancement
Siège Cra-Gf/maison de l'agriculture		60.000.000	60.000.000	55.000.000	5.000.000
Moyens logistiques					
Véhicule		45.000.000	45.000.000	45.000.000	
Motos		4.000.000	24.000.000	24.000.000	
Ordinateur, imprimante		4.000.000	8.000.000	8.000.000	
Photocopieuse,		7.000.000	7.000.000	7.000.000	
Matériel de reliure		500.000	500.000	500.000	
Groupe électronique 5 Kva		5.000.000	5.000.000	5.000.000	
Téléphone international		600.000	600.000	600.000	
Total investissement			150.000.000	145.100.000	5.000.000

Investissements : nouvelles filières

Rubriques	Quantité	P.U.	Montant	Subventions	Autofinancement
Filière banane+plantain (2 unions : MtaNze)					
Motos	10	4.000.000	40.000.000	40.000.000	
Bascules	6	700.000	4.200.000	4.200.000	
Radio	3	3.500.000	10.500.000	10.500.000	
Filière riz (4 unions de zone) (Nze, Lola, Yomou)					
Motos	12	4.000.000	48.000.000	48.000.000	
Bascules : cultures maraîchères et transformation (organisations féminines, 2 unions, MtaNze)	8	700.000	5.600.000	5.600.000	
Motos	4	4.000.000	16.000.000	16.000.000	
Balances	10	100.000	1.000.000	1.000.000	
Total investissement			125.300.000	125.300.000	

Observations du Ministère de
l'agriculture et de l'élevage
sur l'étude de faisabilité
du Pdagf

OBSERVATIONS DU MAE SUR L'ETUDE DE FAISABILITE DU PDAGF, JUIN 2001

Le document a pris globalement en compte la volonté du département et de l'AFD de concevoir un projet en rupture avec la démarche classique de projets.

Il faut reconnaître que ça n'a d'ailleurs pas été un exercice facile pour l'ensemble des acteurs qui y ont pris part et pour lequel ils n'étaient pas préparés.

Malgré cela, les mécanismes proposés sont fidèles à l'esprit et aux attentes du cadrage, même s'ils ne se sont pratiquement limités qu'aux contributions des groupes de travail.

Sur le schéma institutionnel de l'intervention

Le montage proposé reprend les propositions discutées lors des différentes missions.

Sur la construction de la demande (page 23), une seule cellule au niveau de la Fnpcg peut suffire en lui donnant des compétences sur plusieurs domaines (agronomie, R/D, économie et montage de dossiers de financement).

La Chambre d'agriculture en « logeant » le service instructeur et présidant le comité d'examen peut avoir des prédispositions en faveur d'une demande par rapport à une autre. Il y a ainsi le risque qu'entre l'instruction et l'examen de la demande, la Cra soit juge et partie.

C'est pourquoi, il faut indiquer la composition du service instructeur et le rôle qu'y jouerait la Cra par rapport aux demandes à instruire.

Si ce rôle ne doit se limiter qu'au simple fait de loger en son sein le service instructeur, qui doit dans ce cas être indépendant dans son travail alors la cra pourrait, comme proposé, assumer la présidence du comité d'examen et l'Irae en assurer le secrétariat dont le contenu reste à définir.

Si, par contre, le rôle de la Cra devait aller au-delà du simple fait de loger en son sein le service instructeur, pour éviter le risque d'être juge et partie dans l'instruction et l'examen de demandes, le comité d'examen pourrait être présidé par l'Irae, tandis que la Cra en assurerait le secrétariat dont le contenu reste à définir par rapport à cette option.

Dans l'un ou l'autre cas, c'est plus efficace que ce soit en comité d'examen que l'Irae rappelle la politique et les priorités régionales du Mae, et indiquer les demandes techniquement ou financièrement non éligibles. Ce qui du coup évite qu'il s'oppose à une décision du comité d'examen. Selon les discussions conduites avec le Mae (pages 310 et 312), « l'Irae peut ne pas suivre l'avis favorable du comité s'il estime les demandes techniquement ou financièrement non éligibles ».

De cette façon, le rôle de l'Irae dans l'ordonnancement sera tout simplement d'ordonner le paiement des demandes ayant eu sur tous les plans (technique, financier, éligibilité) un avis favorable du comité.

S'agissant du comité régional d'examen évoqué à la page 30, s'agit-il d'un autre comité différent du comité d'examen ? Si c'était le cas, nous pensons qu'en raison du caractère innovant de ce projet d'une part et de l'existence déjà de plusieurs instances de concertation qui ont du mal à se concerter, il vaut mieux n'en créer qu'une (comité d'examen) au départ, à la dimension du projet, lui laisser trouver ses marques, un fonctionnement bien intégré par ses membres, puis l'accompagner progressivement dans l'élargissement de son champ de compétence.

Pour terminer sur ce point, il faut noter qu'aucun organigramme sur la structure du projet n'est proposé.

Sur les composantes de l'intervention

Si le fonds d'appui au développement est utile pour financer des activités et services d'appui proposés, la mise en place d'une ligne de crédit serait aussi nécessaire en faveur d'actions qui ne seraient ou pourraient pas être financés par le fonds d'appui au développement.

Il faudrait envisager l'élargissement du Fepp (page 20) à d'autres «constructeurs de demandes» autres que la FnpcG et le Caopa. Toute structure crédible quant à sa capacité à construire des demandes éligibles devrait avoir accès à ce fonds. Il convient d'être en mesure d'accompagner toute capacité de construction existante et potentielle et non de «fermer le jeu».

Le dispositif Pdagf propose un montage qui donne une place importante aux différents acteurs et les place dans leurs rôles respectifs (maîtrise d'ouvrage partagée). Mais si cette composante correspond au souci du Mae de rechercher de nouvelles modalités d'intervention (maîtrise d'ouvrage partagée) faisant appel aux professionnels agricoles, il devrait prévoir le renforcement de la capacité de tous les acteurs du projet dont l'Irae qui est, au niveau régional, le garant de l'Etat au plan de la mobilisation et de la bonne gestion des fonds publics de financement de ce projet et de sa bonne exécution dans l'ensemble.

Du cadre logique

Un tableau aurait été plus facile à lire. Il manque des indicateurs.

Du budget

Près de 70 % du budget sont consacrés à des actions directement productives et un peu moins du quart aux actions de renforcement des capacités des acteurs. Or la responsabilisation des différents acteurs dans un cadre de maîtrise d'ouvrage partagée et de capacité à assumer efficacement leurs responsabilités constitue l'élément novateur

de ce projet et l'indicateur principal de réussite de « l'approche Pdagf ». Il faut traduire cela au plan budgétaire.

La phase de démarrage ne fait l'objet d'aucun budget spécifique de même que l'appui à apporter à l'Irae

Sur les risques du projet

A notre avis les risques de ce projet ne tiennent pas « essentiellement à la situation de l'environnement socio-politique de la Guinée aux prises depuis septembre 2000 avec des conflits armés en zones frontalières », mais plutôt au caractère innovant de ce projet pour lequel l'ensemble des acteurs n'est pas préparé.

C'est ce fait qui explique en grande partie ces « réticences de l'Etat » qui, à travers le Mae et dans le cadre du développement agricole, est responsable d'une politique et de l'utilisation efficace des fonds publics mobilisés à cet effet.

C'est pourquoi il est intéressant en termes d'atténuation de ce risque, d'indiquer d'aller lentement mais sûrement avec ce projet et d'avoir l'engagement de tous, notamment du bailleur de fonds de prendre avec nous le risque de mécanismes non sécurisés par l'usage.

Enfin quelques remarques de forme.

Les points III.5.3. et III.5.4 de la page 18 et le point IV de la page 21 traitant des mêmes sujets (résultats attendus et activités et financements proposés pour atteindre ces résultats) peuvent être refondus.

Entre les points V.5 de la page 31 (le décaissement) et VI (données quantitatives et budgétaires) de la page 33, il manque l'intitulé d'un paragraphe sur la nécessité d'une phase de démarrage.

Il faut indiquer que la partie 9 (pages 259 à 313) intègre des documents officiels ayant fait l'objet de discussions et de validation au cours de la réalisation de l'étude (travaux de groupe, remarques et orientations du Mae) et des notes non officielles qui n'engagent que leurs auteurs.

Note Complémentaire au rapport de juin 2001

Iram – Cirad
Novembre 2001

Note complémentaire au rapport de juin 2001

Iram – Cirad, novembre 2001

L'équipe Iram – Cirad a pris bonne note des observations transmises par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage sur le rapport de l'étude de faisabilité daté de juin 2001. Cette note vient compléter le rapport cité sur les points demandant des éclaircissements, relevés dans la note « Observations du Ministère de l'agriculture et de l'élevage sur l'étude de faisabilité du Pdagf ».

Sur le schéma institutionnel de l'intervention

«une seule cellule au niveau de la Fnpcg peut suffire...» en matière de construction de la demande

L'équipe a fait le choix suivant suite à la consultation réalisée :

- une cellule basée à la Fnpcg et prévue pour notamment le montage des actions relatives au renforcement des actions conduites par la Fnpcg en matière de développement de la caféiculture ;
- un renforcement des moyens du Caopa en matière de formulation de la demande pour des initiatives non portées par la Fnpcg.

Ce choix est motivé par les raisons suivantes :

- l'importance du café, de la filière café et le dynamisme de la Fnpcg qui s'engage sur la voie d'un soutien global mais différencié à toutes les formes de caféiculture ainsi qu'à la mise en place de filières « qualité » ayant tiré, de façon constructive, les leçons des limites de l'intervention précédente ;
- le souci de renforcer les autres dynamiques émergentes conduisant à la structuration déjà engagée d'autres filières prometteuses pour la Guinée forestière (riz, banane, huile de palme...).

L'équipe confirme ce choix.

Sur les rôles respectifs du service instructeur et de la Chambre d'agriculture (la Cra « loge » le service instructeur)

En préalable à cette section précisons que les termes « Comité régional d'examen et « Comité régional » désignent la même structure. Comme le souligne à juste titre la note, nous n'avons pas voulu créer une double structure qui ne ferait qu'alourdir et complexifier une situation où les cadres de concertation ont effectivement tendance à se multiplier sans avoir nécessairement les moyens de fonctionner dans de bonnes conditions.

A notre avis c'est dans le fonctionnement quotidien du projet et dans le jeu des acteurs que se construira réellement l'indépendance des deux structures. Néanmoins il est important de rappeler les points suivants.

La Chambre d'agriculture a un rôle d'animation territoriale à travers ses élus et ses délégués au niveau local. Il s'agit d'un rôle de représentation et défense des intérêts des producteurs sans distinction des productions pratiquées. La Chambre joue un rôle également dans l'animation et l'impulsion du développement agricole (cf les statuts des Chambres d'agriculture de Guinée).

Le service instructeur n'aura pas de lien hiérarchique avec la Chambre puisqu'il n'est que « logé » c'est à dire hébergé dans les locaux de cette institution. Le Président de la Chambre représente tous les agriculteurs de la région. Il est donc *a priori* en mesure de défendre tous les producteurs et ne peut être *a priori* plus favorable à telle ou telle filière, groupe ou portion de territoire sauf à supposer qu'il siège au Comité régional d'examen en fonction de ses propres intérêts et non selon son mandat institutionnel.

Dans ce cas là selon les observations de la note la président de la Cra pourra donc en assumer la présidence et l'Irae en assurer le secrétariat. Les fonctions de ce secrétariat sont précisées dans le rapport (convocation de réunions, rédaction des comptes rendus, mémoire du Comité...). Par ailleurs l'équipe partage l'avis du Ministère selon lequel il serait « plus efficace que ce soit en Comité d'examen que l'Irae rappelle la politique et les priorités régionales du Ministère de l'agriculture et de l'élevage ».

La suite de l'observation ne recueille cependant pas notre assentiment dans la mesure où, à la réflexion, il ne nous semble pas souhaitable d'accorder un poids prééminent à l'Irae ou à tout autre acteur représenté dans ce Comité d'examen. En fait ce Comité devrait pouvoir fonctionner sur le principe du consensus en prenant en compte tous les points de vue y compris celui de l'Etat bien entendu. Ne pas donner une place prééminente à l'Etat dans ce dispositif traduit tout simplement le fait que sur des questions de développement agricole, on passerait d'une coordination hiérarchique telle qu'elle est actuellement assurée par l'Etat à une coordination par les acteurs et la contractualisation sur des bases de compromis mutuellement acceptés et respectés.

Cela reviendrait à modifier sensiblement la répartition des rôles telle que présentée dans le tableau, ce qui n'est guère possible dans notre position actuelle car cette suggestion n'a pas été validée avec l'ensemble des acteurs. Il s'agit là d'une réflexion prospective sur la nature même du processus qui pourrait être testée lors de la phase de démarrage du projet.

Il nous semble bien que c'est sur ce point précis que le changement est fondamental et requiert de tous les acteurs – de l'Etat comme des professionnels agricoles – un niveau de maturité, d'engagement et de co-responsabilité dans les choix de politique publique. Les règles du jeu qui s'établiront *in fine* dépendront largement de l'esprit dans lequel cette proposition de montage sera mise en œuvre par tous les acteurs. Il ne s'agit pas de positionner l'un des acteurs hiérarchiquement l'un par rapport à l'autre mais de convenir entre l'ensemble des acteurs de formes concertées de prise de décisions qui respectent les intérêts de chacun. A ce stade de la réflexion sur le montage du projet, on imagine mal des producteurs responsables mettre en œuvre des décisions d'engagement de fonds publics d'appui à l'agriculture qui n'iraient pas dans le sens d'une politique publique reconnue par tous.

Cela implique bien entendu que l'élaboration de ces politiques publiques ne se fasse pas en dehors des organisations représentant les intérêts des producteurs. On voit bien

avec des acquis comme par exemple la « table - ronde café » tenue en 1999 que ce genre de démarche n'est pas une nouveauté en Guinée où les pouvoirs publics reconnaissent largement l'apport des organisations professionnelles agricoles au débat sur les politiques publiques. En témoignent également les consultations approfondies conduites par les services de l'Etat avec les organisations de producteurs afin de définir leur statut législatif, même si celui-ci n'a pas encore été officiellement promulgué par le législateur (du moins ce n'était pas le cas lors de notre dernière mission en janvier 2001).

L'organigramme

En ce qui concerne l'absence d'un organigramme, l'équipe maintient son choix de ne pas en présenter. Ce choix est à mettre en relation avec la remarque précédente et plusieurs raisons convergentes motivent ce choix :

- Les tentatives de dégager un organigramme notamment lors de la mission complémentaire du mois d'octobre 2000 ont montré que les positions des acteurs tendaient en fait à se crispier sur la question de la coordination hiérarchique au détriment du fonctionnement global du projet.
- Le groupe de travail sur le montage institutionnel a débloqué cette situation en se focalisant sur les fonctions respectives des différents acteurs et en présentant le fonctionnement du Pdagf sous la forme d'un tableau qui a reçu l'agrément de tous les acteurs lors de la mission du mois de janvier 2001 (dans sa version définitive du mois de janvier 2001). Il nous a paru opportun de ne pas risquer une remise en cause de cet accord par un essai de formalisation en terme d'organigramme réalisé en dehors des acteurs lors de la finalisation du rapport.
- Le projet Pdagf repose sur l'hypothèse du passage progressif d'une coordination hiérarchique à d'autres formes de coordination basées sur la négociation et la recherche de compromis entre les acteurs ; un organigramme aurait – comme ce fut le cas en octobre 2000 – remis la question de la hiérarchie au premier rang des préoccupations des acteurs au détriment, selon nous, des questions fondamentales.

Sur les composantes de l'intervention

La question du crédit

Deux remarques à ce propos.

Il est ressorti du groupe de travail Crédit et de la participation constructive du Crg à la réflexion sur le Pdagf que cette intervention ne mettrait pas en place de ligne de crédit qui pourrait avoir un effet de distorsion sur les règles de fonctionnement du crédit tel que mis en place par le Crg et à terme sur la viabilité de l'Entreprise Crg en Guinée forestière. En revanche, il ressortait des réunions tenues à ce sujet que la composante « recherche – développement » du Crg dont la fonction est de mettre au point de nouveaux produits de crédit est disposée à travailler de manière étroite avec le Pdagf et les organisations de producteurs de Guinée forestière afin de définir des produits adaptés à des besoins spécifiques. On pense notamment à des crédits « plantation » qui

constitue une des demandes récurrentes des planteurs et pour laquelle le Crg ne dispose pas encore de produit d'épargne correspondant « épargne à moyen – long terme ».

Par ailleurs, il a aussi été reconnu que si certaines actions comportaient une part de risque tenant notamment à des propositions techniques incomplètes, notamment dans la composante Recherche – développement du Pdagf, des fonds de cette composante pourraient être destinés à compenser ces risques. Ces modalités ne pourront de toute évidence qu'être définies de manière concertées qu'au cours de la mise en œuvre du projet et notamment dans sa phase de lancement qui verra ses règles de fonctionnement définies (elles seront revues et ajustées en fonction du déroulement du projet).

Elargissement du Fepp

L'équipe ne peut que souscrire à cette observation qui explicite certainement ce qui n'était qu'implicite dans la rédaction. Le Caopa de notre point de vue n'intervient qu'en appui à des groupes locaux pour les aider à définir et construire leur demande. Le service instructeur apporte un appui méthodologique au Caopa ainsi qu'à la Fnpcg (cellules techniques et responsables). Mais au niveau des demandeurs potentiels, le jeu est ouvert pour que le Pdagf reçoive des demandes de groupes locaux autres que ceux de la Fnpcg. Cela passe par une information large qui devra être faite, notamment par les médias en région forestière mais aussi par tous les acteurs impliqués dans le processus.

Le renforcement de l'Irae

Le budget tel qu'il a été construit ne prévoit pas de financement explicite pour le renforcement de l'Irae, seul un budget de fonctionnement a été prévu pour lui permettre d'assurer la fonction de secrétariat du Comité d'examen. L'équipe avait alors estimé que les financements pour le renforcement institutionnel des services de l'Etat devraient provenir des financements Banque mondiale prévus dans le cadre des projets en cours (projet de renforcement institutionnel). Si ce type de financement ne devait pas être disponible lors de la mise en œuvre du Pdagf, il conviendrait que la mission du bailleur de fonds définisse avec les autorités le contenu et les modalités du renforcement de l'Irae qui apparaîtrait comme indispensable dans le cadre du Pdagf.

Sur les indicateurs

Des indicateurs sont proposés par l'équipe au niveau de chaque action de développement proposée (voir pages 44 à 56). Ils pourront si nécessaire être affinés et précisés lors de la phase de démarrage.

Sur le budget

Cette répartition du budget a fait l'objet de nombreuses discussions, notamment avec le bailleur de fonds qui a sensibilisé l'équipe sur le rapport usuellement utilisé pour les projets de type productif, ce qu'est le Pdagf. L'équipe Iram - Cirad – qui avait initialement une position inverse - a retenu cet argument et a travaillé pour obtenir une présentation du budget qui privilégie le volet « développement / actions productives » au détriment du « renforcement des capacités des acteurs ». Cependant, les montants prévus dans le volet « développement » ne remettent

pas en cause la possibilité de renforcer les capacités des acteurs selon les actions définies en présentant ce renforcement comme une condition de la mise en œuvre des actions de développement.

Cette observation sur le budget et sa présentation est à mettre en relation avec une des observations sur les « **risques du projet** », qui fait remarquer à juste titre que ce type de projet requiert « l'engagement de tous, notamment du bailleur de fonds de prendre » avec l'Etat « le risque de mécanismes non sécurisés par l'usage ».

Sur les risques du projet

L'équipe partage l'observation du Ministère sur le fait que les risques de ce projet ne tiennent pas uniquement à la situation socio-politique en région forestière. L'équipe avait d'ailleurs mentionné d'autres sources de risques et notamment sur les risques liés au caractère innovant du montage proposé (page 35) ainsi que ceux liés à l'engagement du bailleur de fonds (page 36) qui de notre point de vue est indispensable pour garantir le succès d'une expérience ambitieuse, mais fondée sur des motivations réelles perçues au niveau des acteurs directement concernés et qui ont pu réellement être associés au montage du projet. Il est vrai également que la situation conflictuelle dans une zone marquée par la proximité des conflits libériens et sierra – léonais (difficultés pour se rendre en Zone forestière à partir du mois de septembre 2000, nous avait incité à mettre ce point en avant. C'est peu être moins le cas aujourd'hui en novembre 2001.

Sur les documents présentés au point 9 du plan du rapport : notes de cadrage de la mission et observations sur les documents produits par le consultant

Comme le signale le Ministère, il convient de préciser que les notes du point 9 du rapport principal se répartissent en deux catégories :

- des notes officieuses qui n'engagent que leurs auteurs à savoir les notes n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8. Elles illustrent cependant les attentes (et leurs évolutions) de certains des acteurs qui ont souhaité donner une dimension innovante à ce projet (bailleur de fonds, Ministère...). Ces notes ne représentent pas la position institutionnelle mais des avis personnels d'acteurs engagés dans la réflexion ;
- des notes officielles produites dans le cadre de la réflexion animée par l'équipe de consultation ; ce sont les notes n° 9, 10, 12 et 13.